

Socfinaf ^{S.A.}

2015 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	6
4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.	7
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	22
1. Caoutchouc	22
2. Huiles végétales	24
Environnement et responsabilité sociale	27
Chiffres clés	28
1. Indicateurs d'activités	28
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	29
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	29
Données boursières	30
Faits marquants de l'exercice	30
Gouvernance d'entreprise	31
1. Introduction	31
2. Conseil d'Administration	31
3. Les Comités du Conseil d'Administration	35
3.1. Comité d'Audit	35
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	35
4. Rémunérations	35
5. Notification de l'actionnariat	35
6. Calendrier financier	36
7. Audit externe	36
8. Autres informations	36
Déclaration de conformité	37
Rapport de gestion consolidé	38
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	40
Etats financiers consolidés	42
1. Etat de la situation financière consolidée	42
2. Compte de résultat consolidé	44
3. Etat du résultat étendu consolidé	45
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	46
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	47
6. Annexe aux états financiers consolidés	48
Note 1. Généralités et méthodes comptables	48
Note 2. Filiales et entreprises associées	58
Note 3. Application de l'amendement de la norme IAS « Agriculture » ainsi que les retraitements sur les comptes comparatifs	60
Note 4. Acquisitions d'activités	63
Note 5. Immobilisations incorporelles	64
Note 6. Immobilisations corporelles	65
Note 7. Actifs biologiques producteurs	66
Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	67
Note 9. Participations dans des entreprises associées	70
Note 10. Titres disponibles à la vente	74
Note 11. Impôts différés	75
Note 12. Stocks	76
Note 13. Créances commerciales (actif courant)	77
Note 14. Autres créances (actif courant)	77
Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles	78

SOMMAIRE

Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	79
Note 17. Capital et prime d'émission	79
Note 18. Réserve légale	79
Note 19. Engagements de retraites	80
Note 20. Dettes financières	83
Note 21. Autres dettes	85
Note 22. Instruments financiers	86
Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	88
Note 24. Dotations aux amortissements	88
Note 25. Dépréciations d'actifs	89
Note 26. Autres produits financiers	91
Note 27. Charges financières	91
Note 28. Charge d'impôts	92
Note 29. Résultat net par action	94
Note 30. Dividendes et tantièmes	94
Note 31. Informations relatives aux parties liées	94
Note 32. Engagements hors bilan	97
Note 33. Concessions de terrains agricoles	98
Note 34. Information sectorielle	99
Note 35. Gestion des risques	105
Note 36. Environnement politique et économique	108
Note 37. Evénements postérieurs à la date de clôture	108
Note 38. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	108
Rapport de gestion social	109
Rapport d'audit sur les comptes annuels	115
Etats financiers sociaux	116
1. Bilan au 31 décembre 2015	116
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2015	118
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2015	119

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

Socfinaf S.A. est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinaf S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de près de 132.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf S.A. emploie 20.544 personnes et a réalisé, en 2015, un chiffre d'affaires consolidé de 276 millions d'euros.

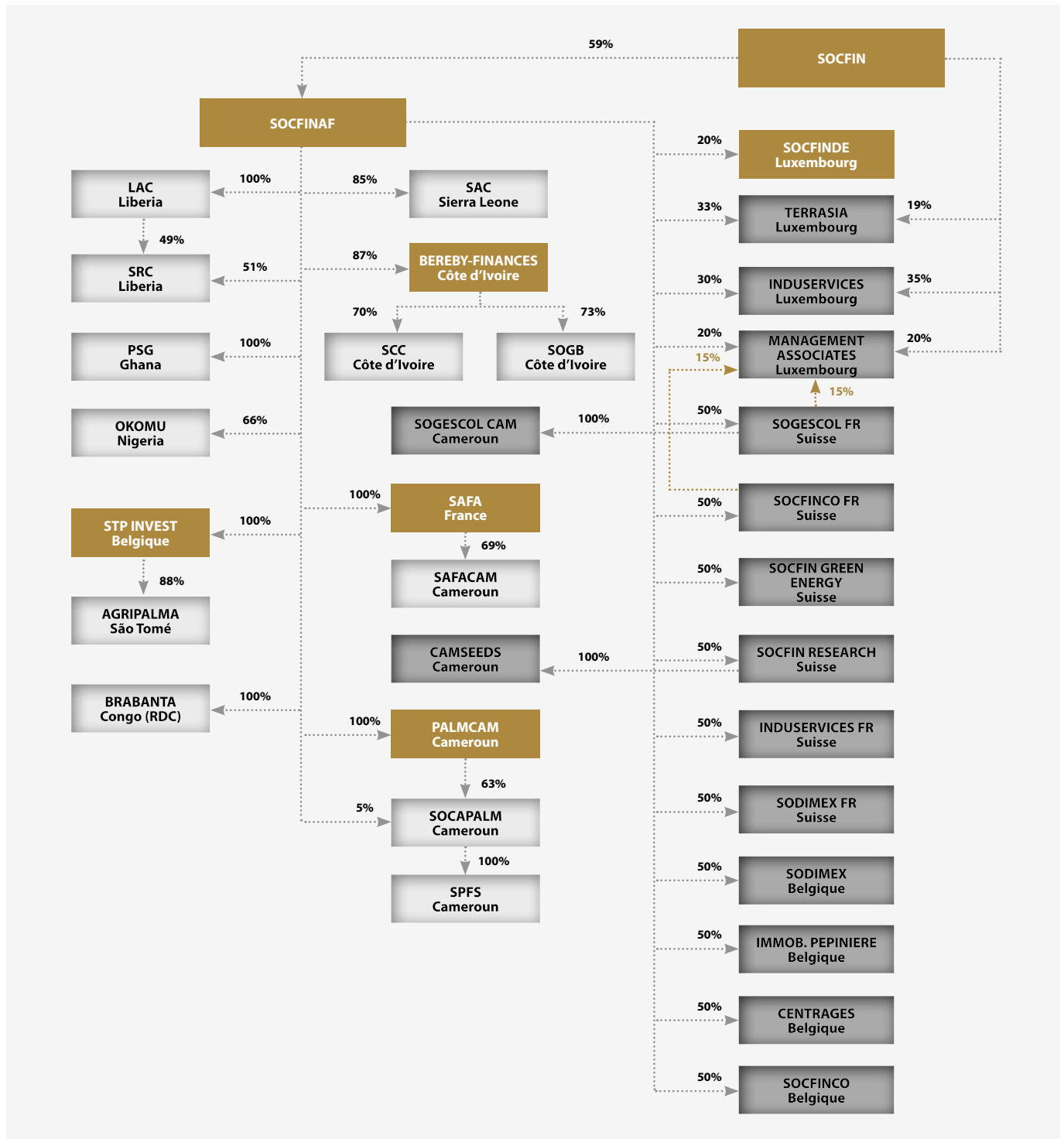
2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre – sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » en Côte d'Ivoire via Bereby Finances « Befin » une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses Ltd, producteur de roses et de Socfinaf Company Ltd, producteur de café.
De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company Plc.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company Ltd, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company « LAC » qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse « SPFS », une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.
- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation dans Okomu Oil Palm Company Plc et dans Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo (RDC). D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company Ltd (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoë Caoutchouc « SCC » (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin. Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (RDC).
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation « SRC » (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 10.
- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf S.A.

Portrait du Groupe

- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company Plc.
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG ».
- **23/10/2013** Acquisition de 100% de STP Invest S.A., une société belge propriétaire de 88% d'Agripalma Lda, attributaire d'une concession de 5.000 ha sur l'île de São Tomé.
- **31/12/2014** Augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Cette dernière détient 68,93% de Safacam S.A. (Cameroun).
- **01/01/2015** Début des activités de Sogescol Cameroun et Camseeds qui ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR S.A. et Socfin Research S.A.
- **05/10/2015** Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57%.

3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations

Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
Sierra Leone		
Socfin Agricultural Company Ltd	109.650.000	85,00%
Liberia		
Liberian Agricultural Company	25.000	100,00%
Salala Rubber Corporation	288	50,79%
Côte d'Ivoire		
Bereby-Finances S.A.	739.995	87,06%
Ghana		
Plantations Socfinaf Ghana Ltd	250.000	100,00%
Nigeria		
Okomu Oil Palm Company Plc	630.707.910	66,12%
Cameroun		
Palmcam S.A.	1.840.549	100,00%
Socapalm S.A.	208.863	4,57%
République Démocratique du Congo		
Brabanta S.A.	4.990	99,80%
France		
Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA »	577.200	100,00%
Belgique		
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
STP Invest S.A.	1.800	100,00%
Luxembourg		
Socfinde S.A.	50.000	20,00%
Terrasia S.A.	3.328	33,28%
Induservices S.A.	3.000	30,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Induservices FR S.A.	250	50,00%
Sodimex FR S.A.	250	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD

Capital : USD 30.000.000.

SAC est active au Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

Principales données <i>Surfaces (ha)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
au 31/12/2015			
Palmier	-	12.557	12.557
Concessions : 17.724 ha			
Personnel permanent au 31/12/2015 : 1.146			
		2015	2014
Cours de clôture USD/EUR		1,09	1,21

Chiffres Clés (en milliers de USD)		
Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	120.250	99.234
Autres actifs	5.743	8.316
Capitaux propres (*)	21.576	24.205
Dettes, provisions et tiers (*)	104.417	83.345
Résultat de l'exercice	-8.424	-5.795
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	85,00	85,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »

Capital : USD 31.105.561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Hévéa	10.048	3.741	13.789

Concessions : 121.407 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 1.768

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Caoutchouc	15.406	17.896
Chiffre d'affaires (000 EUR)	18.275	22.920
Résultat (000 EUR)	-5.134	-340
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	0,84	0,97
Cours moyen USD/EUR	1,10	1,32

Chiffres Clés (en milliers de USD)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	72.822	66.721
Autres actifs	13.446	15.084
Capitaux propres (*)	59.365	65.033
Dettes, provisions et tiers (*)	26.903	16.772
Résultat de l'exercice	-5.668	-448
Résultat distribué	0	0
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	100,00	100,00

(*) Après affectation.

Portrait du Groupe

SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »

Capital : USD 34.688.128.

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas.

Principales données			
<i>Surfaces (ha)</i>	<i>Surface plantée</i>		
au 31/12/2015	Mature	Immature	Total
Hévéa	1.772	2.965	4.737
Concessions : 8.000 ha			
Personnel permanent au 31/12/2015 : 963			
		2015	2014
Cours de clôture USD/EUR		1,09	1,21

Chiffres Clés (en milliers de USD)		
Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	35.693	31.844
Autres actifs	3.581	2.552
Capitaux propres	3.917	8.065
Dettes, provisions et tiers	35.357	26.331
Résultat de l'exercice	-4.148	-4.991
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,79	50,79

Portrait du Groupe

BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.

Capital : XAF 8.500.000.000.

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73,16% de SOGB et 70,01% de SCC.

SOGB S.A.

Capital : XAF 21.601.840.000.

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Hévéa	11.029	4.890	15.919
Palmier	7.082	389	7.471
	18.111	5.279	23.390

Concessions : 34.712 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 5.789

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Caoutchouc	51.374	51.423
Huile de palme	31.384	30.538
Chiffre d'affaires (000 EUR)	81.520	85.053
Résultat (000 EUR)	9.136	6.979
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,16	1,24
Huile de palme	0,61	0,64
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	63.669	62.857
Autres actifs	18.366	18.925
Capitaux propres (*)	53.979	52.091
Dettes, provisions et tiers (*)	28.056	29.691
Résultat de l'exercice	5.993	4.578
Résultat distribué	4.104	4.104
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	63,69	63,69

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »

Capital : XAF 964.160.000.

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

Principales données

Personnel permanent au 31/12/2015 : 278

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Caoutchouc	23.628	19.817
Chiffre d'affaires (000 EUR)	27.428	25.302
Résultat (000 EUR)	2.966	1.895
Prix de vente moyen (EUR/kg)	1,16	1,28
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)

Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	2.840	2.842
Autres actifs	4.559	4.628
Capitaux propres (*)	4.174	2.885
Dettes, provisions et tiers (*)	3.225	4.585
Résultat de l'exercice	1.945	1.243
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	60,95	60,95

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »

Capital : GHS 50.000.000.

PSG est active au Ghana dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Hévéa	0	643	643
Palmier	0	4.747	4.747
	0	5.390	5.390

Concessions : 18.880 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 1.773

	2015	2014
Cours de clôture GHS/EUR	4,13	3,86

Chiffres Clés (en milliers de GHS)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	199.963	86.184
Autres actifs	7.716	7.768
Capitaux propres (*)	50.000	1.129
Dettes, provisions et tiers (*)	157.679	92.823
Résultat de l'exercice	0	0
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	100,00	100,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

OKOMU OIL PALM COMPANY PLC

Capital : NGN 476.955.000.

Okomu est active au Nigeria (Edo State) dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Hévéa	4.863	2.973	7.836
Palmier	9.376	1.248	10.624
	14.239	4.221	18.460

Concessions : 33.113 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 540

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Caoutchouc	7.654	8.361
Huile de palme	35.600	31.700
Chiffre d'affaires (000 EUR)	45.490	41.734
Résultat (000 EUR)	13.488	7.408
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,22	1,27
Huile de palme	1,02	0,96
Cours moyen NGN/EUR	214	207

Chiffres Clés (en milliers de NGN)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	17.246.700	15.037.451
Autres actifs	3.705.565	2.832.738
Capitaux propres (*)	12.110.380	9.572.740
Dettes, provisions et tiers (*)	8.841.885	8.297.449
Résultat de l'exercice	2.887.270	1.489.445
Résultat distribué	238.477	953.910
Dividende unitaire brut (en NGN)	0,25	1,00
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	66,12	66,12

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

PALMCAM S.A.

Capital : XAF 18.405.490.000.

Cette holding camerounaise détient 62,90% de Socapalm.

SOCAPALM S.A.

Capital : XAF 45.757.890.000.

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Palmier	32.486	505	32.991
Hévéa	730	1.348	2.078
	33.216	1.853	35.069

Concessions : 58.063 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 2.111

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Huile de palme	103.728	91.505
Caoutchouc	860	324
Chiffre d'affaires (000 EUR)	77.844	68.596
Résultat (000 EUR)	8.976	9.104
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile de palme	0,74	0,69
Caoutchouc	0,56	0,63
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	76.704	79.060
Autres actifs	23.803	14.879
Capitaux propres (*)	66.002	65.486
Dettes, provisions et tiers (*)	34.505	28.453
Résultat de l'exercice	5.888	5.972
Résultat distribué	5.372	5.168
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	67,46	65,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCIETE ANONYME FORESTIERE ET AGRICOLE « SAFA »

Capital : EUR 4.040.400.

Cette société de droit français détient 68,93% de Safacam S.A.

SAFACAM S.A.

Capital : XAF 6.210.000.000.

Safacam est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Palmier	4.507	858	5.365
Hévéa	3.240	1.184	4.424
	7.747	2.042	9.789

Concessions : 15.528 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 2.149

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Huile de palme	14.139	13.828
Caoutchouc	5.753	5.525
Chiffre d'affaires (000 EUR)	16.606	17.765
Résultat (000 EUR)	2.628	2.815
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile de palme	0,73	0,68
Caoutchouc	1,10	1,33
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	22.945	19.838
Autres actifs	5.224	4.520
Capitaux propres (*)	21.611	21.278
Dettes, provisions et tiers	6.558	3.080
Résultat de l'exercice	1.724	188
Résultat distribué	1.391	3.353
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	68,93	68,93

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A.

Capital : XAF 2.601.690.000.

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

Principales données

Personnel permanent au 31/12/2015 : 27

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
Au 31 décembre	2015	2014
Production (tonnes)		
Oléine	4.478	5.318
Chiffre d'affaires (000 EUR)	8.813	8.994
Résultat (000 EUR)	-1	-674
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile raffinée conditionnée	1,10	1,49
Huile raffinée en vrac	1,05	1,18
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)

Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	1.700	1.519
Autres actifs	2.665	2.697
Capitaux propres	2.725	2.698
Dettes, provisions et tiers	1.640	1.518
Résultat de l'exercice	-1	-442
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	67,46	65,00

Portrait du Groupe

AGRIPALMA Lda

Capital : STD 156.094.090.000.

Agripalma est une société active dans la production d'huile de palme sur l'île de São Tomé.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Palmier	-	2.210	2.210

Concessions : 4.917 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 910

	2015	2014
Cours de clôture STD/EUR	24.500	24.500

Chiffres Clés (en millions de STD)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	449.086	397.215
Autres actifs	17.731	15.989
Capitaux propres	149.546	156.094
Dettes, provisions et tiers	317.271	257.110
Résultat de l'exercice	-6.548	0
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	88,00	88,00

Portrait du Groupe

BRABANTA S.A.

Capital : CDF 34.243.662.100.

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

La société poursuit la réhabilitation de cette vieille plantation. Le rythme des investissements est lié aux modalités d'application du récent code agricole.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2015			
Palmier	3.739	2.430	6.169

Concessions : 29.538 ha

Personnel permanent au 31/12/2015 : 3.090

	2015	2014
Cours de clôture CDF/EUR	1.010	1.128

Chiffres Clés (en millions de CDF)	2015	2014
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	78.628	79.174
Autres actifs	11.740	12.470
Capitaux propres (*)	15.545	23.249
Dettes, provisions et tiers (*)	74.823	68.395
Résultat de l'exercice	-11.349	-8.799
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	99,80	99,80

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000.

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2015 par un bénéfice de USD 5.589.067. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 5.700.000.

	2015	2014
Cours de clôture USD/EUR	1,09	1,21

Chiffres Clés (en milliers de USD)

Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	4.284	4.372
Autres actifs	24.127	29.279
Capitaux propres (*)	14.582	14.993
Dettes, provisions et tiers (*)	13.829	18.658
Résultat de l'exercice	5.589	5.873
Résultat distribué	6.000	8.000
Dividende unitaire brut (en USD)	1.132	1.509
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000.

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2015 présente un résultat positif de EUR 5.650.663. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 6.000.000.

Chiffres Clés (en milliers de EUR)

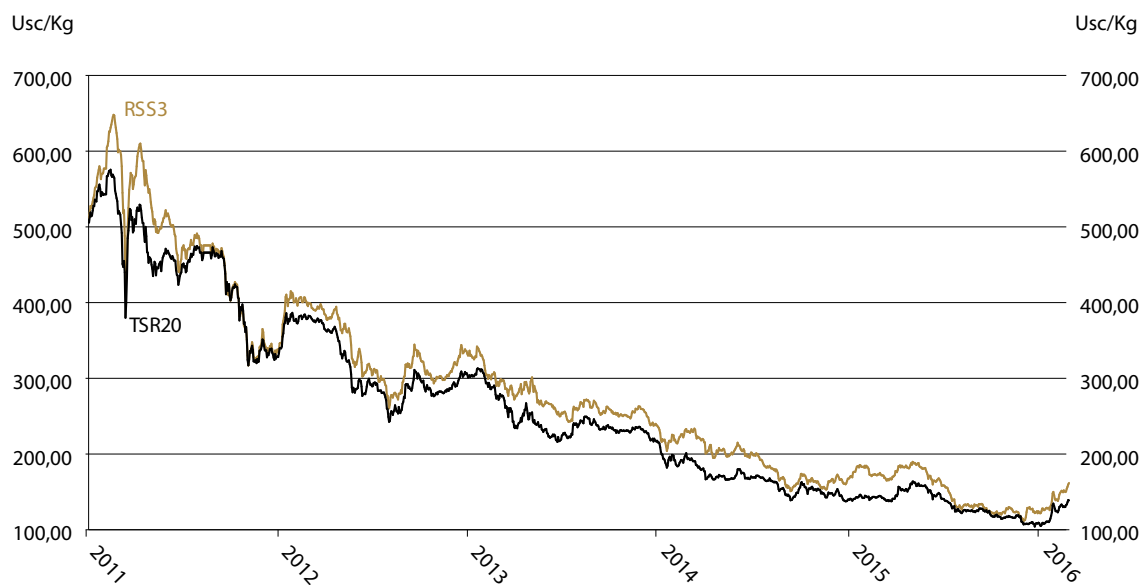
Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	3.614	5.117
Autres actifs	9.981	8.719
Capitaux propres (*)	12.436	12.785
Dettes, provisions et tiers (*)	1.159	1.051
Ventes et prestations	22.879	23.901
Résultat de l'exercice	5.651	5.849
Résultat distribué	6.000	6.000
Dividende unitaire brut (en EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2015

Dans un contexte d'offre abondante et d'un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise, le marché du caoutchouc naturel a poursuivi sa tendance baissière en 2015.

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20, 1^{re} position sur SGX) en 2015 est de 1.367 USD/tonne FOB Singapour, en baisse de 20% par rapport à 2014 où la moyenne des cours était de 1.714 USD/tonne.

Converti en euro, la baisse des cours avoisine 4% en 2015, suite à la hausse de la parité entre le dollar et l'euro. L'effet devise a permis d'atténuer la chute des cours mondiaux pour les plantations situées en zone CFA.

Après avoir évolué autour des 1.400 USD/tonne sur les 4 premiers mois de l'année, les cours sont repartis à la hausse vers la fin avril pour atteindre fin mai leur plus haut niveau de l'année à 1.656 USD/tonne. Cette hausse fut la conséquence de l'annonce faite par les 10 plus gros producteurs asiatiques de ne plus livrer leurs productions à la bourse de Singapour, ce marché

étant, selon eux, sous-évalué en termes de prix et non représentatif des fondamentaux.

L'effet d'annonce passé, les cours du caoutchouc sont repartis à la baisse à partir du mois de juillet dans un contexte de reprise des productions après l'hivernage et de forte baisse des cours du pétrole. La baisse des cours s'est accentuée suite aux inquiétudes concernant l'économie chinoise et les fortes corrections sur ses marchés financiers qui ont entraîné dans leurs sillages la baisse des cours de presque toutes les matières premières.

Les cours du TSR20 se sont stabilisés les 2 derniers mois de l'année aux alentours des 1.150 – 1.200 USD/tonne, leur plus bas niveau depuis fin 2008.

Alors que le marché a connu un net surplus de production en 2012 et 2013, la tendance s'était inversée en 2014, avec un léger déficit de production par rapport à la consommation. En 2015 et malgré la forte baisse des cours, il semblerait que la production mondiale ait continué de croître entraînant à nouveau un surplus et donc une hausse des niveaux de stocks.

Perspectives 2016

Durant le mois de janvier, les marchés des matières premières ont plongé dans la lignée des fortes baisses sur les marchés financiers en Chine et à travers le monde. La pression à la baisse des cours du caoutchouc naturel a été exacerbée par la chute des cours du pétrole.

Les cours du TSR20 ont accusé une perte d'environ 8% durant la première semaine de l'année pour atteindre 1.040 USD/tonne.

Malgré les bas niveaux de prix, les prévisions actuelles de l'IRSG pour 2016 tablent sur une croissance de la production de caoutchouc naturel de 3% à 12,65 millions de tonnes alors que la consommation n'augmenterait que de 2% à 12,59 millions de tonnes. Sur base de ces prévisions, le surplus de production serait d'environ de 62.000 tonnes en 2016.

Dans ce contexte difficile, les grands pays producteurs tentent d'enrayer la chute des cours. Courant du mois de février, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie ont annoncé vouloir réduire leurs exportations de 615.000 tonnes pendant 6 mois à partir du mois de mars.

Cette annonce, couplée à l'entrée des principaux pays producteurs dans la période d'hivernage, a entraîné une belle reprise des cours du caoutchouc durant le mois de mars.

En date du 7 avril 2016, les cours du TSR20 avoisinent les 1.400 USD/tonne.

Les cours du caoutchouc naturel en 2016 fluctueront en fonction de nombreux facteurs tels que l'offre et la demande, l'évolution de l'économie chinoise, l'évolution des cours du pétrole, etc.

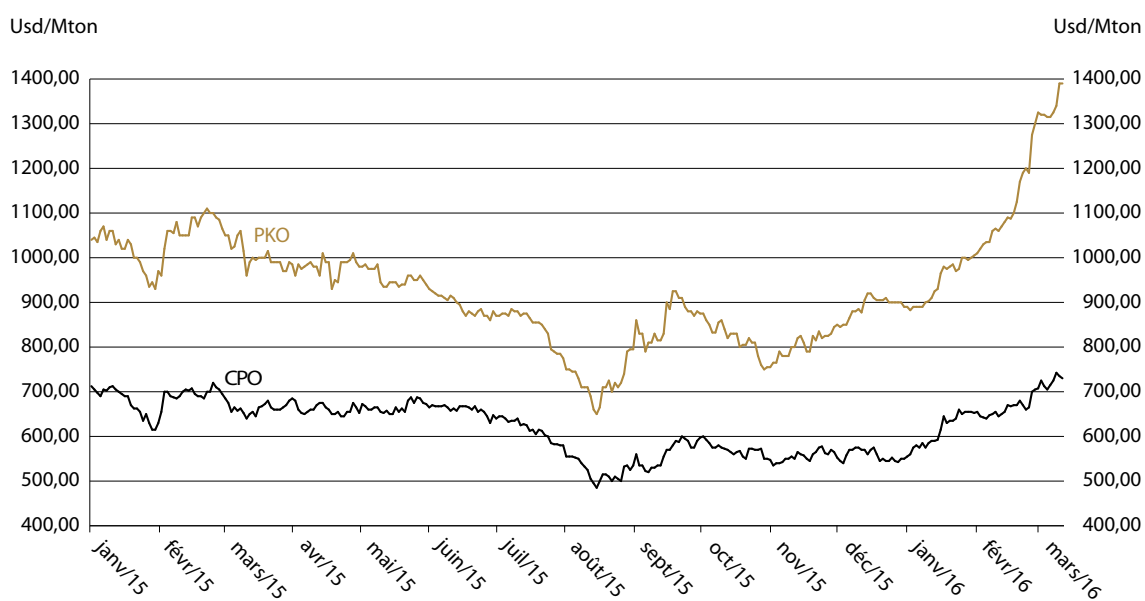
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2016 (*)	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2000	1995
Indonésie	33,6	33,4	30,8	28,4	26,9	24,1	22,1	7,1	4,2
Malaisie	19,8	20,0	19,6	19,2	18,8	18,9	17,0	10,8	7,8
Autres	9,5	9,1	8,8	8,6	8,0	7,5	6,8	4,1	3,2
TOTAL	62,9	62,5	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	22,0	15,2

(*) Estimation

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2015 à sept 2016 (*)	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Palme	62,4	62,5	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3
Soja	51,2	48,8	45,1	42,7	41,8	41,6	40,2	36,1
Colza	25,4	26,3	26,9	25,2	24,5	23,7	24,0	21,7
Tournesol	15,4	15,1	16,3	14,0	14,8	13,1	12,5	13,0
Coton	4,3	4,7	4,9	5,0	5,1	4,9	4,6	4,7
Arachide	3,7	3,7	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,2
Palmiste	6,9	6,8	6,5	6,2	5,9	5,6	5,2	5,2
Coprah	2,8	2,9	3,1	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3
TOTAL	172,1	170,8	165,9	156,6	153,0	146,5	140,2	133,5

(*) Estimation

Le marché international en 2015

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2015 est de 622 USD/tonne contre 821 USD/tonne en 2014.

Les cours de l'huile de palme ont connu un début d'année difficile, conséquence d'une offre mondiale d'huile végétale abondante et de la chute des cours du pétrole.

L'annonce faite début février par le gouvernement indonésien d'une augmentation des subventions accordées pour la fabrication de biodiesel a momentanément permis de redresser les cours du palme. Le CPO CIF Rotterdam atteignait les 720 USD/tonne début mars, son plus haut niveau en 2015.

Toutefois, l'embellie a été de courte durée puisque la demande mondiale en huile de palme ne parvenait pas à enrayer la progression des niveaux des stocks.

Après s'être stabilisés aux alentours des 650 – 700 USD/tonne de mars à juin, les cours de l'huile de palme sont repartis à la baisse début juillet dans le sillage de la baisse des cours du pétrole.

La chute s'est encore accélérée au mois d'août. Les inquiétudes relatives à la santé de l'économie chinoise, les turbulences sur ses places financières et la dévaluation du yuan ont fortement perturbé les marchés des matières premières. L'huile de palme a atteint à la fin du mois d'août son plus bas niveau depuis décembre 2008, sous la barre des 500 USD/tonne CIF Rotterdam.

Les prix ont ensuite connu un sursaut, provoqué par un épisode de sécheresse et par les préoccupations de plus en plus vives suscitées par les effets négatifs que pourraient avoir le phénomène climatique El Niño sur la production d'huile de palme.

Malgré les baisses de production attendues, les stocks d'huile de palme de Malaisie, indicateur de référence du marché, ont continué d'augmenter atteignant fin novembre un niveau historique à près de 3 millions de tonnes. Cette offre abondante couplée à un pétrole toujours plus bas a entraîné l'huile de palme dans une nouvelle phase baissière durant le dernier trimestre. Le CPO CIF Rotterdam s'échangeait fin 2015 aux alentours des 560 USD/tonne.

Perspectives 2016

Le ralentissement attendu de la production d'huile de palme, provoqué par les effets retardés de la sécheresse enregistrée en 2015, s'est confirmé en ce début d'année entraînant un ralentissement de l'offre et une hausse progressive des cours de l'huile de palme. Le CPO CIF Rotterdam atteignait ainsi les 700 USD/tonne courant du mois de mars.

Alors que les productions de palme augmentent chaque année de 2 à 3 millions de tonnes, certains experts, dans le contexte climatique actuel, tablent sur une production 2016 identique à celle de 2015.

Dès lors, l'offre mondiale de toutes les huiles végétales confondues pourrait être stable en 2016, alors que la demande mondiale devrait continuer de croître. Une consolidation des prix n'est donc pas impossible.

L'évolution des cours en 2016 dépendra également fortement de l'évolution des prix du pétrole. Si le baril se maintient à des niveaux de prix très bas, la production de biocarburant perd de l'attractivité.

L'offre globale des huiles végétales sur les marchés, les politiques d'achat des pays importateurs (Inde et Chine en tête) ou encore la mise en place de politiques fiscales incitatives pour les biocarburants notamment, joueront également un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme.

En date du 7 avril 2016, les cours du CPO CIF Rotterdam avoisinent les 730 USD/tonne.

Environnement et responsabilité sociale

Un rapport détaillé distinct est mis à la disposition des actionnaires sur notre site internet www.socfin.com ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (en hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2015			
Immatures (par année de planting)			
2015		2.220	5.035
2014		2.969	7.538
2013		3.027	6.742
2012		2.842	4.708
2011		2.140	920
2010		2.692	-
2009		995	-
2008		242	-
TOTAL		17.127	24.943

Jeunes	(de 8 à 11 ans)	10.602	(de 4 à 7 ans)	18.511
Matures	(de 12 à 22 ans)	8.177	(de 8 à 18 ans)	18.489
Vieux	(plus de 22 ans)	13.521	(plus de 18 ans)	20.191
TOTAL		49.427		82.134

Superficies (en hectares)	2015	2014	2013	2012	2011
Palmier	82.134	77.732	65.009	56.698	51.097
Hévéa	49.427	49.150	43.456	42.615	40.986
TOTAL	131.561	126.882	108.465	99.313	92.083

Production	2015	2014	2013	2012	2011
Huile de palme (en tonnes)					
Production propre	163.805	152.293	124.716	117.019	131.451
Achats aux tiers	21.019	15.282	14.977	13.315	16.765
Caoutchouc (en tonnes)					
Production propre	50.553	48.659	43.242	39.500	39.379
Achats aux tiers	58.543	46.031	44.638	36.996	39.800

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2015	2014	2013	2012	2011
Palmier	151,2	124,1	114,2	113,2	124,0
Hévéa	121,1	122,3	145,6	173,3	237,7
Autres	3,9	3,8	3,9	3,1	3,3
TOTAL	276,2	250,2	263,7	289,6	365,0

Personnel	2015	2014	2013	2012	2011
Effectifs moyens	20.544	17.240	15.283	13.880	11.409

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2015	2014	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	276	250	264	290	365
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	N.A.	N.A.	35	65	129
Résultat opérationnel	-	-9	30	156	243
« Part du Groupe » dans le résultat	-23	-20	10	80	124
Cash-flow opérationnel	128	30	78	49	127
Cash-flow libre	19	-82	-37	-42	36

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)	2011 (*)
Actifs biologiques producteurs	354	304	575	548	422
Autres actifs non-courants	309	292	252	200	166
Actifs courants	146	132	116	122	178
Capitaux propres totaux	402	407	618	626	541
Passifs non-courants	137	155	160	146	116
Passifs courants	269	165	165	98	111

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture »

Données boursières

(en euros)	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)	2011 (*)
Nombre d'actions	17.854.200	17.854.200	16.380.000	16.380.000	16.380.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	300.506.372	304.646.089	463.806.357	468.268.235	398.933.162
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	-1,28	-1,13	0,61	4,93	7,58
Dividende par action (*)	-	0,15	0,25	0,50	0,50
Cours de bourse					
minimum (*)	13,55	13,30	16,31	18,90	17,26
maximum (*)	18,00	19,51	21,99	24,38	24,50
clôture (*)	15,00	14,80	17,49	19,90	19,00
Capitalisation boursière	267.813.000	264.242.160	286.486.200	325.962.000	311.220.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	N.A.	-13,27%	40,98%	10,14%	6,60%
Dividendes/capitalisation boursière	N.A.	1,01%	1,43%	2,51%	2,63%
Cours de bourse/bénéfice par action	-11,72	-13,10	28,67	4,05	2,51

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture »

Faits marquants de l'exercice

- Août : Souscription à l'augmentation de capital de Socfin Research S.A. ;
- Octobre : Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57% ;
- Novembre : Constitution de Sodimex FR S.A. et Induservices FR S.A. par Socfinasia S.A. et Socfinaf S.A. Leurs activités ont débuté en 2016 ;
- Décembre : Souscription à l'augmentation de capital de PSG.

Gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinaf S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeurs à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur	AGO 1993	AGO 2017
M. Philippe de Traux	Belge	1951	Administrateur et Secrétaire Général	AGO 1997	AGO 2021
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Française	1969	Administrateur	AGO 1997	AGO 2018
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Jean-Charles de Fauconval	Belge	1959	Administrateur	AGO 1998	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur	AGO 2007	AGO 2019
M. Fulgence Koffy	Ivoirienne	1935	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. Gbenga Oyeboode	Nigériane	1959	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, Administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin 2016. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de ce mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Gouvernance d'entreprise

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Palmcam au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Fulgence Koffy

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

Gbenga Oyebode

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Okomu Oil Palm Company ;
- Administrateur de MTN Nigeria et de Nestlé Nigeria Plc.

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs

restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2015 : 83%
- 2014 : 71%
- 2013 : 76%
- 2012 : 80%
- 2011 : 80%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2016. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 23 mars 2016, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinaf S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même,

pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. au titre de l'exercice 2015 s'élève à EUR 1.372.292 et pour l'exercice 2014 à EUR 1.730.352.

Les Administrateurs de Socfinaf S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions, stock-options.

5. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	882.732 (a)	53,89 (c)	26/01/2007
Bolloré (b) F-29500 Ergué Gaberic	80.642	0,49 (c)	03/09/2014
Compagnie du Cambodge (b) F-92800 Puteaux	1.157.929	7,07 (c)	03/09/2014
Société Industrielle et Financière de l'Artois (b) F-92800 Puteaux	176.636	1,08 (c)	03/09/2014
Compagnie des Glénans (b) F-29500 Ergué Gaberic	58.993	0,36 (c)	03/09/2014
Total Bolloré (toutes catégories confondues, basé sur les droits de vote agrégés)	1.474.200	9,00 (c)	

- (a) = nombre de titres avant la division des actions par 10
 (b) = sociétés contrôlées par Vincent Bolloré
 (c) = avant augmentation de capital du 31 décembre 2014

6. Calendrier financier

01 juin 2016	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
Fin août 2016	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2016
Fin septembre 2016	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2016
Mi-novembre 2016	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 ^{ème} trimestre 2016
Fin mars 2017	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2016
Mi-avril 2017	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2016
Mi-mai 2017	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 ^{er} trimestre 2017
31 mai 2017	Assemblée Générale Ordinaire à 10h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé C – CLERC S.A. 1 rue Pletzer L-8080 Bertrange.	En 2015, les honoraires d'audit s'élevaient à EUR 64.110,- TVAC.
---	---

8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance,

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 1^{er} juin 2016

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2015 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

En outre, le Groupe a adopté de manière anticipée les amendements relatifs aux actifs biologiques producteurs apportés à IAS 41 « Agriculture » et à IAS 16 « Immobilisations corporelles ». Ces amendements s'appliquent rétrospectivement au 1^{er} janvier 2014. Les soldes d'ouvertures à cette date ainsi que les comptes 2014 ont été révisés afin de tenir compte de ces amendements. Les états financiers consolidés 2015 sont ainsi rendus comparables aux états financiers consolidés 2014 révisés commentés dans ce rapport. Les actifs biologiques producteurs sont désormais évalués au coût historique comme les autres immobilisations corporelles.

Les impacts très importants de cet amendement sur les comptes sont décrits en note 3.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2015, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à -22,8 millions d'euros contre -20,2 millions d'euros en 2014. Il en résulte une perte nette par action « Part du Groupe » de 1,28 euros contre une perte de 1,13 euros en 2014.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 276,2 millions d'euros en 2015 contre 250,2 millions d'euros en 2014 (+26 millions d'euros). Cette hausse du chiffre d'affaires

résulte notamment de la hausse des quantités vendues (+38,3 millions d'euros). Elle est toutefois atténuée par la baisse des prix (-15,6 millions d'euros).

Dans la même tendance que le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel s'inscrit à 0,1 million d'euros contre -8,7 millions d'euros en 2014.

Les autres produits financiers sont en baisse à 4,2 millions d'euros. Ils incluent des gains de change pour un montant de 2,6 millions d'euros contre 4,8 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les charges financières s'établissent à 18,6 millions d'euros contre 13,6 millions d'euros au 31 décembre 2014. Elles sont principalement composées d'intérêts débiteurs pour 8,4 millions d'euros (5,3 millions d'euros en 2014) et de pertes de change pour un montant de 9 millions d'euros (7,3 millions d'euros en 2014).

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 12,5 millions d'euros contre 7,3 millions d'euros en 2014.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est stable à 6,2 millions d'euros en 2015 contre 6,4 millions d'euros en 2014.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 662,4 millions d'euros contre 595,2 millions d'euros au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 67,2 millions d'euros, principalement en raison de la hausse des actifs biologiques producteurs (+50,2 millions d'euros) et des immobilisations corporelles (+12,2 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 146 millions d'euros contre 131,9 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 300,5 millions d'euros contre 304,6 millions d'euros en 2014. Cette baisse des fonds propres de l'ordre de -4,1 millions d'euros provient, pour l'essentiel, de

Rapport de gestion consolidé

la variation de la réserve pour écarts de conversion (+21,4 millions d'euros), du résultat de l'exercice (-22,8 millions d'euros) et de l'affectation des résultats (-2,1 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe », de 16,83 euros contre 17,06 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2015, le cours de bourse s'élève quant à lui à 15 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en augmentation à 406,4 millions d'euros contre 320,4 millions d'euros un an plus tôt. L'endettement est en hausse à 171,8 millions d'euros en 2015 contre 169,5 millions d'euros en 2014. Il s'agit principalement des dettes de Socfinaf S.A. vis-à-vis de Socfin pour 80,8 millions d'euros ainsi que de l'endettement local des filiales pour 91 millions d'euros.

Les passifs d'impôts différés s'inscrivent en baisse à 8,1 millions d'euros contre 11,6 millions d'euros en 2014, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en hausse à 17,3 millions d'euros contre 15,4 millions d'euros en 2014.

Enfin, les autres dettes incluent des avances d'actionnaires à court terme de 70 millions d'euros

ainsi que des avances du cash pooling pour 65 millions d'euros.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2015, la trésorerie nette s'élève à -3,3 millions d'euros en hausse de 6,5 millions d'euros sur l'exercice.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 128,1 millions d'euros durant l'exercice 2015 (29,7 millions d'euros en 2014). Il provient principalement de la capacité d'autofinancement pour 54 millions d'euros (45,3 millions d'euros lors de l'exercice précédent), de l'augmentation des avances d'actionnaires pour 35 millions d'euros ainsi que de l'augmentation des avances du cash pooling pour 35 millions d'euros.

Les activités d'investissement ont mobilisé 109,3 millions d'euros net. Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 102,5 millions d'euros (113,6 millions d'euros en 2014). Les opérations de financement ont mobilisé 13,4 millions d'euros (contre 77,9 millions d'euros générés en 2014), dont 8,9 millions d'euros de dividendes (10,7 millions d'euros en 2014).

PERSPECTIVES 2016

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
Socfinaf S.A.
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREÉ

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINAF S.A., comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 42 à 108.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2015, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 35. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 38 à 39, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 14 avril 2016

C - CLERC S.A.

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2015	31/12/2014 Révisé	01/01/2014 Révisé
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants				
Immobilisations incorporelles	5	634.808	434.923	548.803
Immobilisations corporelles	6	271.246.515	259.053.505	218.672.365
Actifs biologiques producteurs	7	353.761.080	303.543.996	192.332.904
Participations dans des entreprises associées	9	26.898.063	24.880.373	25.238.213
Titres disponibles à la vente	10	506.286	181.512	600.648
Avances à long terme		1.608.545	1.678.546	2.248.649
Actifs d'impôts différés	11	7.002.314	3.199.375	557.190
Autres actifs non-courants		744.770	2.257.784	409.720
		662.402.381	595.230.014	440.608.492
Actifs courants				
Stocks	12	43.006.178	44.063.958	43.777.405
Créances commerciales	13	21.901.208	16.153.945	17.164.944
Autres créances	14	29.112.463	33.161.181	25.487.317
Actifs d'impôts exigibles	15	17.201.744	13.317.819	9.955.469
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	34.730.973	25.245.352	19.240.980
		145.952.566	131.942.255	115.626.115
TOTAL ACTIFS		808.354.947	727.172.269	556.234.607

Etats financiers consolidés

		31/12/2015	31/12/2014 Révisé	01/01/2014 Révisé
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère				
Capital souscrit	17	35.708.400	35.708.400	32.760.000
Prime d'émission	17	87.453.866	87.453.866	63.866.666
Réserve légale	18	3.570.840	3.276.000	3.276.000
Réserves consolidées		162.179.826	185.386.285	164.567.016
Ecart de conversion		34.418.285	13.048.797	-7.611.701
Résultat de l'exercice		-22.824.845	-20.227.259	10.241.018
		300.506.372	304.646.089	267.098.999
Participations ne donnant pas le contrôle				
	8	101.421.763	102.108.970	75.362.448
Capitaux propres totaux		401.928.135	406.755.059	342.461.447
Passifs non-courants				
Passifs d'impôts différés	11	8.132.326	11.609.999	1.822.920
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	19	7.006.801	6.915.510	6.822.355
Dettes financières à plus d'un an	20	106.658.334	123.761.910	33.465.383
Dettes commerciales à plus d'un an		128.769	0	0
Autres dettes	21	15.129.987	12.699.168	6.050.029
		137.056.217	154.986.587	48.160.687
Passifs courants				
Dettes financières à moins d'un an	20	65.200.010	45.788.022	34.695.780
Dettes commerciales		27.706.265	27.604.752	29.269.975
Passifs d'impôts exigibles	15	17.300.734	15.429.384	18.176.487
Provisions		3.996.615	97.943	57.477
Autres dettes	21	155.166.971	76.510.522	83.412.754
		269.370.595	165.430.623	165.612.473
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS				
		808.354.947	727.172.269	556.234.607

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2015	2014
	Note	EUR	Révisé EUR
Produits des activités ordinaires	33	276.169.378	250.166.889
Production immobilisée		54.548.269	57.590.376
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		16.396	716.745
Autres produits opérationnels		6.894.395	5.438.130
Matières premières et consommables utilisés		-106.623.240	-105.245.967
Autres charges externes		-100.123.410	-94.223.296
Frais de personnel	23	-59.103.311	-51.830.357
Dotations aux amortissements	24	-55.070.218	-52.772.157
Autres charges opérationnelles		-16.594.183	-18.527.009
Résultat opérationnel		114.076	-8.686.646
Autres produits financiers	26	4.216.785	5.277.630
Plus-values sur cessions d'actifs		270.306	421.101
Moins-values sur cessions d'actifs		-912.917	-681.224
Charges financières	27	-18.581.151	-13.617.231
Résultat avant impôts		-14.892.901	-17.286.370
Charge d'impôts sur le résultat	28	-12.501.642	-7.279.642
Charge d'impôts différés	28	6.654.947	8.762.381
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	6.205.801	6.365.178
Résultat net de l'exercice		-14.533.795	-9.438.453
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		8.291.050	10.788.806
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		-22.824.845	-20.227.259
Résultat net par action non dilué	29	-1,28	-1,13
Nombre d'actions Socfinaf S.A.		17.854.200	17.854.200
Résultat net par action non dilué		-1,28	-1,13
Résultat net par action dilué		-1,28	-1,13

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2015	2014
	Note	EUR	Révisé EUR
Résultat net de l'exercice		-14.533.795	-9.438.453
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	19	-219.581	894.395
Impôts sur les pertes et gains actuariels		60.575	-210.439
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>-159.006</i>	<i>683.956</i>
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	10	0	-81.380
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		0	36.235
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		20.850.683	21.749.033
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		672.097	610.980
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>21.522.780</i>	<i>22.314.868</i>
Total des autres éléments du résultat étendu		21.363.774	22.998.824
Résultat étendu		6.829.979	13.560.371
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		8.370.000	12.543.667
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		-1.540.021	1.016.704

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2015	2014
	Note	EUR	Révisé EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		-22.824.845	-20.227.259
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		8.291.050	10.788.806
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	-6.205.801	-6.365.178
Dividendes des entreprises associées	9	6.280.459	7.359.544
Juste valeur de la production agricole		1.100.190	1.339.715
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		1.183.642	-127.607
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		59.695.214	53.780.422
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		642.611	260.123
Charge d'impôts	28	5.846.695	-1.482.739
Capacité d'autofinancement		54.009.215	45.325.827
Intérêts payés - reçus		7.766.652	4.725.272
Impôts payés		-12.501.642	-7.279.642
Variation de stocks		608.936	4.608.015
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-5.435.659	-2.012.646
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		82.314.148	-14.641.403
Comptes de régularisation		1.346.762	-999.763
Variation du besoin en fonds de roulement		78.834.187	-13.045.797
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		128.108.412	29.725.660
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-151.332	-49.556
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-102.542.072	-113.641.748
Cessions d'immobilisations corporelles		467.177	1.256.763
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-3.196.568	3.230.219
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	4	-3.905.860	-2.182.128
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-109.328.655	-111.386.450
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-1.785.420	-3.276.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-7.141.940	-7.395.734
Produits de l'émission d'actions		0	2.354.838
Produits d'emprunts		18.089.456	100.872.449
Remboursements d'emprunts		-14.762.662	-9.910.283
Intérêts payés - reçus		-7.766.652	-4.725.272
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-13.367.218	77.919.998
Incidence des écarts de conversion		1.054.474	492.919
Entrées/sorties de périmètre		0	2.088.834
Variation nette de trésorerie		6.467.013	-1.159.039
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	16	-9.786.742	-8.627.703
Trésorerie au 31 décembre	16	-3.319.729	-9.786.742
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		6.467.013	-1.159.039

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 31 décembre 2013	32.760.000	63.866.666	3.276.000	-7.601.435	371.505.126	463.806.357	154.333.351	618.139.708
Révision des comptes d'ouverture (note 3)				-10.266	308.451	298.185	152.796	450.981
Changement de méthode comptable (note 3)					-197.005.543	-197.005.543	-79.123.699	-276.129.242
Situation au 1^{er} janvier 2014 Révisée	32.760.000	63.866.666	3.276.000	-7.611.701	174.808.034	267.098.999	75.362.448	342.461.447
Résultat de l'exercice					-20.227.259	-20.227.259	10.788.804	-9.438.455
Pertes et gains actuariels					627.669	627.669	56.287	683.956
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées					-55.310	-55.310	10.165	-45.145
Ecarts de conversion des entités contrôlées				20.060.624	0	20.060.624	1.688.409	21.749.033
Variation du résultat étendu des entreprises associées				599.874	11.106	610.980	0	610.980
Résultat étendu				20.660.498	-19.643.794	1.016.704	12.543.665	13.560.369
Augmentation de capital	2.948.400	23.587.200				26.535.600	0	26.535.600
Dividendes					-2.457.000	-2.457.000	-7.401.431	-9.858.431
Acomptes sur dividendes					-819.000	-819.000	0	-819.000
Autres variations (*)					13.270.786	13.270.786	21.604.288	34.875.074
Transactions avec les actionnaires					9.994.786	36.530.386	14.202.857	50.733.243
Situation au 31 décembre 2014 Révisée	35.708.400	87.453.866	3.276.000	13.048.797	165.159.026	304.646.089	102.108.970	406.755.059
Situation au 1^{er} janvier 2015	35.708.400	87.453.866	3.276.000	13.048.797	165.159.026	304.646.089	102.108.970	406.755.059
Résultat de l'exercice					-22.824.845	-22.824.845	8.291.050	-14.533.795
Pertes et gains actuariels					-112.494	-112.494	-46.512	-159.006
Ecarts de conversion des entités contrôlées				20.725.221	0	20.725.221	125.462	20.850.683
Variation du résultat étendu des entreprises associées				644.267	27.830	672.097	0	672.097
Résultat étendu				21.369.488	-22.909.509	-1.540.021	8.370.000	6.829.979
Affectation à la réserve légale			294.840		-294.840	0	0	0
Dividendes					-1.785.420	-1.785.420	-7.151.607	-8.937.027
Autres variations					-814.276	-814.276	-1.905.600	-2.719.876
Transactions avec les actionnaires					-2.894.536	-2.599.696	-9.057.207	-11.656.903
Situation au 31 décembre 2015	35.708.400	87.453.866	3.570.840	34.418.285	139.354.981	300.506.372	101.421.763	401.928.135

(*) Au 31 décembre 2014, l'impact est dû principalement à l'entrée de périmètre de SAFA pour 14,5 millions d'euros (part Groupe) et 18,1 millions d'euros (part des minoritaires).

	2015	2014
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	1.785.420	3.276.000
Nombre d'actions	17.854.200	17.854.200
Dividende par action distribué sur la période	0,10	0,18

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinaf S.A. (« la Société ») a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 6225.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 14 avril 2016, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015 sont entrés en vigueur :

- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2014 (*) et relative à la date de comptabilisation des taxes prélevées par une autorité publique dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes.
- L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », applicable au 1^{er} juillet 2014 (**). Cet amendement vise à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de services.

- Les amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicables au 1^{er} juillet 2014 (**).

(*) Au niveau européen, IFRIC 21 doit être appliquée au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 17 juin 2014 ou après cette date.

(**) Au niveau européen, ces amendements doivent être appliqués au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 1^{er} février 2015 ou après cette date.

Socfinaf S.A. a anticipé l'application d'amendements effectifs après le 31 décembre 2015 et publiés avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- Les amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », applicables au 1^{er} janvier 2016. Ces amendements visent à inclure les actifs biologiques producteurs tels que les hévéas et les palmiers à huile dans le champ d'application d'IAS 16 au lieu d'IAS 41. Le Groupe a choisi d'évaluer les actifs biologiques producteurs selon le modèle du coût.

Conformément aux dispositions transitoires de la norme, le Groupe a appliqué ses amendements de façon rétrospective aux périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2014. Les périodes comparatives ont été retraitées. Les impacts de l'application anticipée d'IAS 16 révisée sont décrits à la note 3.

Socfinaf S.A. a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2015 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers : Initiative - informations à fournir », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 16 et à IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 27 « La mise en équivalence dans les états financiers individuels », applicables

au 1^{er} janvier 2016 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées. Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.

- Les amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », applicables au 1^{er} janvier 2016 ou après. L'IASB a reporté à une date indéterminée l'entrée en vigueur de ces amendements.
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation », applicables au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 11 « Partenariats : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune », applicables au 1^{er} janvier 2016. L'objectif des modifications est d'ajouter de nouvelles directives dans IFRS 11 sur la comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune dans laquelle l'activité de l'entreprise commune constitue une entreprise, comme le définit IFRS 3.
- La norme IFRS 14 « Comptes de report réglementaires », applicable au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme qui est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS qui sont soumis à la réglementation des tarifs.
- Les amendements résultant des améliorations annuelles des IFRS pour le cycle 2012-2014, applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 7 « Etats des flux de trésorerie », applicables au 1^{er} janvier 2017. Une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les actifs et passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.
- Les amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat : comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes », applicables au 1^{er} janvier 2017. Les amendements publiés visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte sur la

classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable au 1^{er} janvier 2019. La norme annule et remplace la norme IAS 17 actuelle ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Certaines normes ou amendements pourraient avoir une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment IFRS 15, IFRS 16 et IFRS 9.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2015 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf S.A., ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinaf S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Etats financiers consolidés

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2015 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinaf S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de

l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Etats financiers consolidés

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinaf S.A. et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises

étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
1 euro est égal à :	2015	2014	2015	2014
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Cedi ghanéen	4,1316	3,8641	4,1395	3,9992
Naira nigerian	214,72	203,55	214,07	207,40
Dobra de São Tomé	24,498	24,498	24,498	24,498
Franc congolais	1,010	1,128	1,022	1,221
Dollar américain	1,0887	1,2141	1,1041	1,3184

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure

à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Etats financiers consolidés

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, les fonds de tasse). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est

enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

– Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

– Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

Etats financiers consolidés

Le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/ produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé, depuis la clôture au 31 décembre 2014, de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations

définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle. Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16 et IAS 36. En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)
	2015	2015	2015	2014	2014	2014
AFRIQUE						
Hévéa et palmier						
SOGB S.A.	63,69	73,16	IG	63,69	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	66,12	66,12	IG	66,12	66,12	IG
SAFACAM S.A.	68,93	68,93	IG	68,93	68,93	IG
SOCAPALM S.A.	67,46	67,46	IG	65,00	65,00	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	60,95	70,01	IG	60,95	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	85,00	85,00	IG	85,00	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	67,46	100,00	IG	65,00	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	88,00	88,00	IG	88,00	88,00	IG
BRABANTA S.A.	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	87,06	87,06	IG	87,06	87,06	IG
PALMCAM S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30,00	30,00	MEE	30,00	30,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
STP INVEST S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
TERRASIA S.A.	33,28	33,28	MEE	33,28	33,28	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.A. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant une participation dans la plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
- * PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
- * SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.

Etats financiers consolidés

Note 3. Application de l'amendement de la norme IAS 41 « Agriculture » ainsi que les retraitements sur les comptes comparatifs

* Impacts sur le compte de résultat consolidé

EUR	2014 Publié	Retraitements		2014 Révisé
		IAS 41 révisée	Comptes sociaux des filiales (*)	
Production immobilisée	57.276.540	0	313.836	57.590.376
Matières premières et consommables utilisés	-106.581.401	0	1.335.434	-105.245.967
Dotations aux amortissements	-22.365.650	-29.984.411	-422.096	-52.772.157
Autres charges opérationnelles	-18.527.067	58	0	-18.527.009
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	20.070.533	-29.984.353	1.227.174	-8.686.646
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	13.803.214	-13.554.430	-248.784	0
Résultat opérationnel	33.873.747	-43.538.783	978.390	-8.686.646
Charges financières	-15.076.032	0	1.458.801	-13.617.231
Résultat avant impôts	23.815.222	-43.538.783	2.437.191	-17.286.370
Charge d'impôts différés	-1.326.089	10.889.651	-801.181	8.762.381
Résultat net de l'exercice	21.574.669	-32.649.132	1.636.010	-9.438.453
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle	20.164.708	-9.623.601	247.699	10.788.806
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	1.409.961	-23.025.531	1.388.311	-20.227.259

(*) Les retraitements 2014 des comptes sociaux des filiales concernent :

- le traitement des intérêts d'emprunt dans la filiale au Nigeria,
- la valorisation du stock dans la filiale du Congo (RDC).

* Impacts sur le résultat net par action

2014	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	Résultat net par action non dilué	Résultat net par action dilué
	EUR	EUR par action	EUR par action
IAS 41 révisée	-23.025.531	-1,29	-1,29
Comptes sociaux des filiales	1.388.311	0,08	0,08
	-21.637.220	-1,21	-1,21

Etats financiers consolidés

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014

EUR	Retraitements			Comptes sociaux des filiales	01/01/2014 Révisé
	01/01/2014 Publié	IAS 41 révisée	Cash pooling		
Immobilisations corporelles	220.133.069	-2.537.938	0	1.077.234	218.672.365
Actifs biologiques	575.059.892	-382.726.988	0	0	192.332.904
Actifs d'impôts différés	3.302.943	-2.745.753	0	0	557.190
Passifs d'impôts différés	-113.511.104	111.881.456	0	-193.272	-1.822.920
Dettes financières à moins d'un an	-76.885.460	0	42.189.680	0	-34.695.780
Autres dettes	-40.790.074	0	-42.189.680	-433.000	-83.412.754
Impact sur l'actif net consolidé	567.309.266	-276.129.223	0	450.962	291.631.005
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	-463.806.357	197.005.528	0	-298.170	-267.098.999
Participations ne donnant pas le contrôle	-154.333.351	79.123.695	0	-152.792	-75.362.448
Impact sur les capitaux propres totaux	-618.139.708	276.129.223	0	-450.962	-342.461.447

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014

EUR	Retraitements			Comptes sociaux des filiales	31/12/2014 Révisé
	31/12/2014 Publié	IAS 41 révisée	Cash pooling		
Immobilisations corporelles	262.800.123	-5.549.871	0	1.803.253	259.053.505
Actifs biologiques	740.712.254	-437.168.258	0	0	303.543.996
Actifs d'impôts différés	9.194.034	-5.463.853	0	-530.806	3.199.375
Stocks	42.617.814	0	0	1.446.144	44.063.958
Passifs d'impôts différés	-139.791.822	128.701.665	0	-519.842	-11.609.999
Dettes financières à moins d'un an	-74.669.470	0	28.881.448	0	-45.788.022
Autres dettes	-47.629.074	0	-28.881.448	0	-76.510.522
Impact sur l'actif net consolidé	793.233.859	-319.480.317	0	2.198.749	475.952.291
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	-532.258.248	229.397.961	0	-1.785.802	-304.646.089
Participations ne donnant pas le contrôle	-191.778.379	90.082.356	0	-412.947	-102.108.970
Impact sur les capitaux propres totaux	-724.036.627	319.480.317	0	-2.198.749	-406.755.059

Etats financiers consolidés

* Impacts sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

EUR	2014 Publié	Retraitements		2014 Révisé
		Cash pooling	Comptes sociaux des filiales	
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	43.166.247	-13.308.232	-132.355	29.725.660
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	-110.060.008	0	-1.326.442	-111.386.450
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	76.461.197	0	1.458.801	77.919.998
Variation nette de trésorerie	12.149.193	-13.308.232	0	-1.159.039

Etats financiers consolidés

Note 4. Acquisitions d'activités

Socfinaf S.A. a acquis en octobre 2015 pour 3,9 millions d'euros 2,49% de Socapalm S.A.

En 2014, Socfinaf S.A. a acquis pour 2,2 millions d'euros 2,08% de Socapalm S.A. tandis que Palmcam S.A. a quant à elle cédé 2,49% de Socapalm S.A. pour 2 millions d'euros.

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Actifs non-courants	2.911.657	2.573.553
Actifs courants	903.564	654.748
Passifs non-courants	-120.828	-274.719
Passifs courants	-1.188.956	-855.327
Actif net acquis	2.505.437	2.098.256
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	1.400.423	83.872
Prix total payé	3.905.860	2.182.128
Réglé en liquidités	-3.905.860	-2.182.128
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	-3.905.860	-2.182.128
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	-3.905.860	-2.182.128

Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. Cette transaction constituant un regroupement entre entités sous contrôle commun (Socfin) est exclue du champ d'application de la norme

IFRS 3. Le Groupe a comptabilisé ce regroupement selon la méthode basée sur les valeurs comptables historiques à la date de prise de contrôle selon la norme IFRS 10.

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	990.836	882.178	1.873.014
Acquisitions de l'exercice	0	49.556	49.556
Sorties de l'exercice	0	-2.817	-2.817
Reclassements vers d'autres postes	-970.900	970.900	0
Changements de périmètre	0	7.320	7.320
Ecarts de conversion	0	5.529	5.529
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	19.936	1.912.666	1.932.602
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-509.340	-814.871	-1.324.211
Amortissements de l'exercice	-83	-170.085	-170.168
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	2.229	2.229
Reclassements vers d'autres postes	489.487	-489.487	0
Ecarts de conversion	0	-5.529	-5.529
Amortissements au 31 décembre 2014	-19.936	-1.477.743	-1.497.679
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	0	434.923	434.923
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	19.936	1.912.666	1.932.602
Acquisitions de l'exercice	0	151.332	151.332
Sorties de l'exercice	0	-75.923	-75.923
Reclassements vers d'autres postes	0	244.699	244.699
Ecarts de conversion	0	-3.250	-3.250
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	19.936	2.229.524	2.249.460
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-19.936	-1.477.743	-1.497.679
Amortissements de l'exercice	0	-194.966	-194.966
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	75.923	75.923
Reclassements vers d'autres postes	0	-3.926	-3.926
Ecarts de conversion	0	5.996	5.996
Amortissements au 31 décembre 2015	-19.936	-1.594.716	-1.614.652
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	0	634.808	634.808

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	9.469.244	120.700.848	59.041.821	145.958.512	60.517.341	1.992.709	397.680.475
Acquisitions de l'exercice	16.965.827	4.383.958	11.272.937	9.388.921	10.889.556	238.403	53.139.602
Sorties de l'exercice	-117.177	0	-28.513	-2.454.624	-779.026	0	-3.379.340
Reclassements vers d'autres postes	-4.503.353	19.068.440	8.671.669	7.149.964	-38.543.148	-1.483.286	-9.639.714
Changements de périmètre	267.681	8.600.146	100.044	12.090.941	2.652.973	33.267	23.745.052
Ecart de conversion	854.280	3.874.715	1.778.938	4.585.714	3.217.674	0	14.311.321
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	22.936.502	156.628.107	80.836.896	176.719.428	37.955.370	781.093	475.857.396
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-775.312	-57.294.849	-37.973.433	-82.964.516	0	0	-179.008.110
Amortissements de l'exercice	-27.895	-5.151.312	-4.255.836	-13.182.537	0	0	-22.617.580
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	0	28.513	2.144.381	0	0	2.172.894
Changements de périmètre	0	-4.495.440	-81.183	-8.996.617	0	0	-13.573.240
Ecart de conversion	-2.010	-689.001	-760.775	-2.326.069	0	0	-3.777.855
Amortissements au 31 décembre 2014	-805.217	-67.630.602	-43.042.714	-105.325.358	0	0	-216.803.891
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	22.131.285	88.997.505	37.794.182	71.394.070	37.955.370	781.093	259.053.505
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	22.936.502	156.628.107	80.836.896	176.719.428	37.955.370	781.093	475.857.396
Acquisitions de l'exercice	3.613.305	3.183.834	1.947.564	9.615.165	24.770.461	3.361.454	46.491.783
Sorties de l'exercice	-79.188	-424.414	-838.847	-4.447.977	0	0	-5.790.426
Reclassements vers d'autres postes	-10.505.510	9.309.555	2.089.283	837.889	-11.071.242	-2.821.514	-12.161.539
Ecart de conversion	163.444	3.347.949	-755.238	3.446.975	2.909.063	0	9.112.193
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	16.128.553	172.045.031	83.279.658	186.171.480	54.563.652	1.321.033	513.509.407
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-805.217	-67.630.602	-43.042.714	-105.325.358	0	0	-216.803.891
Amortissements de l'exercice	-384.969	-6.573.958	-5.487.224	-16.264.171	0	0	-28.710.322
Reprises d'amortissements de l'exercice	793	419.320	835.092	3.992.923	0	0	5.248.128
Reclassements vers d'autres postes	0	-9.743	96.579	86.918	0	0	173.754
Ecart de conversion	-2.235	-488.780	50.561	-1.730.107	0	0	-2.170.561
Amortissements au 31 décembre 2015	-1.191.628	-74.283.763	-47.547.706	-119.239.795	0	0	-242.262.892
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	14.936.925	97.761.268	35.731.952	66.931.685	54.563.652	1.321.033	271.246.515

Etats financiers consolidés

Note 7. Actifs biologiques producteurs

* *Détail des actifs biologiques producteurs comptabilisés dans l'état de la situation financière*

	<i>EUR</i>
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	297.886.131
Acquisitions de l'exercice	60.502.145
Sorties de l'exercice	-3.741.449
Reclassements vers d'autres postes	8.169.500
Changements de périmètre	70.956.867
Ecart de conversion	17.046.112
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	450.819.306
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-93.766.711
Amortissements de l'exercice	-5.706.116
Reprises d'amortissements de l'exercice	3.144.824
Changements de périmètre	-9.206.189
Ecart de conversion	-2.397.894
Amortissements au 31 décembre 2014	-107.932.086
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2014	-11.786.516
Réductions de valeur	-24.278.294
Ecart de conversion	-3.278.414
Réductions de valeur au 31 décembre 2014	-39.343.224
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	303.543.996
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	450.819.306
Acquisitions de l'exercice	56.050.287
Sorties de l'exercice	-4.807.206
Reclassements vers d'autres postes	12.417.357
Ecart de conversion	13.484.285
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	527.964.029
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-107.932.086
Amortissements de l'exercice	-13.957.764
Reprises d'amortissements de l'exercice	4.239.717
Reclassements vers d'autres postes	-166.443
Ecart de conversion	-1.531.857
Amortissements au 31 décembre 2015	-119.348.433
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-39.343.224
Réductions de valeur	-12.207.166
Ecart de conversion	-3.304.126
Réductions de valeur au 31 décembre 2015	-54.854.516
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	353.761.080

Etats financiers consolidés

Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2015	2014	2015	2014
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	36%	36%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	34%	34%	34%	34%
SAFACAM S.A. (*)	Cameroun	31%	31%	31%	31%
SOCAPALM S.A.	Cameroun	33%	35%	33%	35%

(*) Safacam S.A. est entrée dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014. Par conséquent, il n'y a pas d'éléments de résultat et de flux de trésorerie intégrés dans la consolidation pour l'exercice 2014.

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2015	2014	2015	2014
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	1.942.255	2.442.426	30.161.668	30.548.894
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	3.391.628	3.101.892	20.771.262	18.725.723
SAFACAM S.A.	394.071	0	17.852.998	18.059.975
SOCAPALM S.A.	3.125.148	5.970.709	26.661.316	28.220.071
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			5.974.519	6.554.307
Participations ne donnant pas le contrôle			101.421.763	102.108.970

Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	28.850.340	95.825.561	22.704.865	22.559.506
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	13.916.930	73.877.342	22.954.875	17.809.579
SAFACAM S.A.	6.890.681	30.242.776	4.695.143	0
SOCAPALM S.A.	22.683.643	120.525.549	33.263.772	10.112.265

2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	27.998.645	97.063.021	27.310.601	15.460.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	17.258.003	80.323.401	16.075.001	25.104.488
SAFACAM S.A.	7.964.467	34.979.822	4.931.289	5.067.516
SOCAPALM S.A.	36.287.722	116.934.027	47.749.236	4.852.533

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	87.720.366	6.979.127	6.979.127	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	41.733.718	7.181.388	7.181.388	1.716.145
SAFACAM S.A.	0	0	0	0
SOCAPALM S.A.	68.929.165	9.103.787	9.103.787	2.921.267

2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	81.520.294	9.136.404	9.136.404	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	45.489.675	13.487.450	13.487.450	415.638
SAFACAM S.A.	16.606.288	2.627.799	2.627.799	660.821
SOCAPALM S.A.	77.844.156	8.976.348	8.976.348	3.038.633

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	12.473.761	-11.235.755	603.165	1.841.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.064.876	-23.499.661	-2.426.536	-13.861.321
SAFACAM S.A.	0	0	0	0
SOCAPALM S.A.	19.471.874	-8.062.995	-12.999.994	-1.591.115
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	15.443.141	-9.293.653	-10.063.473	-3.913.986
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.446.268	-16.733.235	8.916.965	12.629.998
SAFACAM S.A.	4.155.143	-7.201.347	2.946.889	-99.315
SOCAPALM S.A.	19.065.072	-8.138.946	-13.449.256	-2.523.130

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 9. Participations dans des entreprises associées

	2015	2014
	EUR	EUR
Valeur au 1^{er} janvier	24.880.373	25.238.213
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	6.205.801	6.365.178
Dividendes	-6.280.459	-7.359.544
Part des tiers dans l'augmentation de capital	2.780.142	0
Réductions de valeur sur écarts d'acquisition	-726.661	0
Réductions de valeur sur plus-value de réévaluation sur immeuble	-233.497	0
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	27.830	-84.602
Autres mouvements	244.534	721.128
Valeur au 31 décembre	26.898.063	24.880.373

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2015	2015	2014	2014
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.462.552	123.764	3.594.274	129.539
Immobilière de la Pépinière S.A.	1.708.396	-105.821	2.699.091	-84.507
Induservices S.A.	62.383	-7.933	70.316	5.330
Management Associates S.A.	587.181	62.808	524.373	-17.492
Socfin Green Energy S.A.	457.727	206.412	351.315	308.252
Socfin Research S.A.	2.532.557	-146.687	-100.897	-100.333
Socfinco S.A.	1.636.477	441.726	1.694.751	453.236
Socfinco FR S.A.	6.233.701	2.825.713	6.381.597	2.924.851
Socfinde S.A.	1.861.088	105.761	1.755.327	21.656
Sodimex S.A.	1.481.327	243.391	1.462.936	266.294
Sogescol FR S.A.	6.644.964	2.451.258	6.222.990	2.453.350
Terrasia S.A.	229.710	5.409	224.300	5.002
TOTAL	26.898.063	6.205.801	24.880.373	6.365.178

Etats financiers consolidés

	Produits des activités ordinaires		Produits des activités ordinaires	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2015	2015	2014	2014
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	4.032.124	3.143.950	3.976.584	3.244.550
Immobilière de la Pépinière S.A.	5.302.528	554.697	5.635.527	684.504
Induservices S.A.	1.828.729	5.066.626	1.986.603	4.005.053
Management Associates S.A.	15.225.039	4.959.494	15.558.714	5.135.790
Socfin Green Energy S.A.	9.042.508	168.907	8.775.710	465.410
Socfin Research S.A.	5.300.536	0	246.120	0
Socfinco S.A.	3.709.040	2.564.709	3.098.246	3.343.275
Socfinco FR S.A.	13.594.933	22.879.192	13.835.737	23.900.535
Socfinde S.A.	13.775.952	0	14.479.719	0
Sodimex S.A.	12.147.874	15.969.804	14.164.947	30.735.828
Sogescol FR S.A.	26.096.294	228.451.906	27.716.790	241.112.779
Terrasia S.A.	450.121	0	433.853	0
TOTAL	110.505.678	283.759.285	109.908.550	312.627.724

Intérêts détenus dans les entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	
			2015	2014
			EUR	EUR
Management Associates S.A.	Luxembourg	Transport	0	0
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	3.000.000
Socfinde S.A.	Luxembourg	Société holding de financement	0	0
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériels	225.000	450.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.674.989	2.888.087

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.172.969	14.385.745	793.500	12.250.000
Socfinco FR S.A.	12.434.346	1.401.391	1.050.527	0
Socfinde S.A.	507.767	13.971.952	10.166.747	0
Sodimex S.A.	14.109.567	55.380	11.296.619	0
Sogescol FR S.A.	26.917.017	799.774	15.367.376	0
TOTAL	55.141.666	30.614.242	38.674.769	12.250.000

2015	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.516.833	13.708.205	887.986	11.650.000
Socfinco FR S.A.	12.590.063	1.004.871	1.159.060	0
Socfinde S.A.	54.000	13.721.952	8.934.176	0
Sodimex S.A.	12.124.250	23.624	9.221.609	0
Sogescol FR S.A.	25.249.960	846.334	12.701.887	0
TOTAL	51.535.106	29.304.986	32.904.718	11.650.000

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2014	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	90.288	90.288	90.288
Socfinco FR S.A.	5.848.730	5.848.730	5.848.730
Socfinde S.A.	108.280	108.280	108.280
Sodimex S.A.	486.654	486.654	486.654
Sogescol FR S.A.	4.454.833	4.454.833	4.454.833
TOTAL	10.988.785	10.988.785	10.988.785

Etats financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2015	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	171.839	171.839	171.839
Socfinco FR S.A.	5.650.663	5.650.663	5.650.663
Socfinde S.A.	528.804	528.804	528.804
Sodimex S.A.	557.937	557.937	557.937
Sogescol FR S.A.	5.061.955	5.061.955	5.061.955
TOTAL	11.971.198	11.971.198	11.971.198

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
2014	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.515.214	20%	21.330	524.373
Socfinco FR S.A.	12.785.210	50%	-11.008	6.381.597
Socfinde S.A.	4.312.972	20%	892.733	1.755.327
Sodimex S.A.	2.868.328	50%	28.772	1.462.936
Sogescol FR S.A.	12.349.415	50%	48.283	6.222.990
TOTAL	34.831.139		980.110	16.347.223

2015	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.687.052	20%	49.771	587.181
Socfinco FR S.A.	12.435.874	50%	15.764	6.233.701
Socfinde S.A.	4.841.776	20%	892.733	1.861.088
Sodimex S.A.	2.926.265	50%	18.195	1.481.327
Sogescol FR S.A.	13.394.407	50%	-52.240	6.644.964
TOTAL	36.285.374		924.223	16.808.261

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Etats financiers consolidés

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2015	2014
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	516.870	716.519
Quote-part du Groupe dans le résultat étendu total	516.870	716.519
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.089.802	8.533.150

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2015 et 2014 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 10. Titres disponibles à la vente

	2015	2014
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	181.512	600.648
Variation de la juste valeur (*)	0	-81.380
Réductions de valeur	-133.942	0
Entrées de l'exercice	458.716	0
Cessions de l'exercice	0	-337.756
Juste valeur au 31 décembre	506.286	181.512

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2015	2014	2015	2014
Titres disponibles à la vente	640.228	181.512	506.286	181.512

Note 11. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	3.199.375	557.190
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	297.286	45.275
IAS 12 : Latences fiscales	-90.886	423.010
IAS 16 : Immobilisations corporelles	1.637.321	2.973.270
IAS 19 : Engagements de retraites	262.429	3.214
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	1.117.072	-934.804
IAS 38 : Frais d'établissement	64.130	-2.252
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	16.017	13.414
Autres	131.260	-109.843
Ecart de conversion	368.310	230.901
Situation au 31 décembre	7.002.314	3.199.375

* Composants des passifs d'impôts différés

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	11.609.999	1.822.921
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	6.480	-240.791
IAS 12 : Latences fiscales	1.739.123	-7.247.309
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-4.405.687	18.094.255
IAS 19 : Engagements de retraites	172.039	-252.872
IAS 23 : Coûts d'emprunt	-616.970	437.640
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-503.247	40.258
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	191.495	-672.081
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-44.201	-36.235
Autres	180.076	-220.541
Ecart de conversion	-196.781	-115.246
Situation au 31 décembre	8.132.326	11.609.999

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Socfinaf S.A. dispose au 31 décembre 2014 de pertes fiscales récupérables de 18,4 millions d'euros et Brabanta S.A. (RDC) dispose de pertes fiscales récupérables de 12,7 millions d'euros.

Ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Etats financiers consolidés

Note 12. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Matières premières	12.728.304	11.358.592
Consommables	21.277.904	23.202.472
Produits en cours de fabrication	11.138	40.698
Produits finis	8.466.622	8.781.902
Acomptes versés et commandes en cours	1.638.738	1.617.616
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	44.122.706	45.001.280
Réductions de valeur sur stocks	-1.116.528	-937.322
Total net au 31 décembre	43.006.178	44.063.958

* Réconciliation des stocks

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	45.001.280	44.307.435
Variation de stocks	-777.748	588.154
Juste valeur de la production agricole	-1.100.190	-1.339.715
Ecart de conversion	999.364	1.445.406
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	44.122.706	45.001.280
Réductions de valeur sur stocks	-1.116.528	-937.322
Total net au 31 décembre	43.006.178	44.063.958

Etats financiers consolidés

Note 13. Créances commerciales (actif courant)

	2015	2014
	EUR	EUR
Créances commerciales	19.239.049	13.863.525
Avances et acomptes versés	2.662.159	2.290.420
Total net au 31 décembre	21.901.208	16.153.945

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent à 0,9 million d'euros aux 31 décembre 2015 et 2014.

Note 14. Autres créances (actif courant)

	2015	2014
	EUR	EUR
Créances sociales	1.045.151	737.899
Autres créances	27.047.702	31.341.034
Comptes de régularisation	1.019.610	1.082.248
Valeur au 31 décembre	29.112.463	33.161.181

Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2015	2014
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	13.317.819	9.955.469
Charge d'impôts	2.395.237	176.469
Autres impôts	6.327.572	2.365.621
Impôts payés ou récupérés	674.344	391.030
Regularisations d'impôts	-5.719.658	-69.985
Ecart de conversion	206.430	499.215
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	17.201.744	13.317.819

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2015	2014
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	15.429.384	18.176.487
Charge d'impôts	10.903.039	10.791.591
Autres impôts	26.156.032	20.534.989
Impôts payés ou récupérés	-30.177.384	-36.663.643
Regularisations d'impôts	-4.784.644	2.147.959
Ecart de conversion	-225.693	442.001
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	17.300.734	15.429.384

Etats financiers consolidés

Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2015	2014
	EUR	EUR
Comptes à vue	34.730.973	25.245.352

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Comptes à vue	34.730.973	25.245.352
Concours bancaires courants	-38.050.702	-35.032.094
Total au 31 décembre	-3.319.729	-9.786.742

Note 17. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 35,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 ainsi qu'au 31 décembre 2014. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 87,5 millions d'euros.

Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

Au 31 décembre 2015, le capital est représenté par 17.854.000 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions (soit 0,10% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2015	2014
Nombre d'actions au 1^{er} janvier et au 31 décembre	17.854.200	17.854.200
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	17.854.200	17.854.200

Note 18. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un

prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Etats financiers consolidés

Note 19. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations

versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays. Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2015	2014
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	7.006.801	6.915.510
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies		
	7.006.801	6.915.510
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	317.054	343.802
Coûts financiers	802.165	882.426
Coûts des services passés	-406.912	0
Coûts des régimes à prestations définies	712.307	1.226.228
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	6.915.510	6.822.355
Coûts selon le compte de résultat	712.307	1.226.228
Entrées de l'exercice	0	377.497
Cotisations	-808.045	-882.219
Ecarts actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	219.581	-894.394
Ecarts de conversion	-32.552	266.043
Au 31 décembre	7.006.801	6.915.510

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2016.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2015	2014
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	-174.816	396.085
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	213.692	253.803
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	-258.457	244.506
Ecarts actuariels reconnus durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu	-219.581	894.394

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2015	2014
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 7,65 à 21,63%	de 7,59 à 16,17%
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 5,00%	de 1,74 à 10,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	20,57	21,21

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2015	2014
	EUR	EUR
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	6.778.484	6.659.613
Diminution de 0,5%	7.228.400	7.161.612
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	7.221.960	7.155.885
Diminution de 0,5%	6.783.091	6.668.203

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Etats financiers consolidés

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2016	2015
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	471.770	508.181

	2015	2014
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	5,8	6,0

Régime de pension à cotisations définies

	2015	2014
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	714.038	565.049

Etats financiers consolidés

Note 20. Dettes financières

2014 Révisé			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	9.500.375	35.251.441	44.751.816
Concours bancaires courants	35.032.093	0	35.032.093
Autres emprunts	1.255.554	88.510.469	89.766.023
TOTAL	45.788.022	123.761.910	169.549.932

2015			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	12.553.559	32.721.793	45.275.352
Concours bancaires courants	38.050.702	0	38.050.702
Autres emprunts	14.595.749	73.936.541	88.532.290
TOTAL	65.200.010	106.658.334	171.858.344

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 5,00% et 6,80%.

Comme expliqué à la note 35, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2014					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Côte d'Ivoire	18.330.884	6,00% à 6,80%	0	-	18.330.884
Nigeria	4.257.838	15,00%	0	-	4.257.838
Liberia	2.625.402	7,00% à 8,00%	0	-	2.625.402
Cameroun	10.037.317	5,00% à 6,25%	0	-	10.037.317
	35.251.441		0		35.251.441
Autres emprunts					
Europe	79.500.000	3,15%	0	-	79.500.000
Liberia	9.010.469	8,00%	0	-	9.010.469
	88.510.469		0		88.510.469
TOTAL	123.761.910		0		123.761.910

Etats financiers consolidés

2015					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Côte d'Ivoire	13.579.250	6,00% à 6,80%	0	-	13.579.250
Nigeria	7.195.973	9,00%	0	-	7.195.973
Liberia	2.238.909	7,00% à 8,00%	0	-	2.238.909
Cameroun	9.707.661	5,00% à 6,25%	0	-	9.707.661
	32.721.793		0		32.721.793
Autres emprunts					
Europe	66.166.667	3,15%	0	-	66.166.667
Liberia	7.348.324	8,00%	0	-	7.348.324
Nigeria	245.871	-	0	-	245.871
Côte d'Ivoire	175.679	-	0	-	175.679
	73.936.541		0		73.936.541
TOTAL	106.658.334		0		106.658.334

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2014	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	28.368.201	4.257.838	2.625.402	35.251.441
Autres emprunts	79.500.000	0	0	9.010.469	88.510.469
TOTAL	79.500.000	28.368.201	4.257.838	11.635.871	123.761.910

2015	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	23.286.911	7.195.973	2.238.909	32.721.793
Autres emprunts	66.166.667	175.679	245.871	7.348.324	73.936.541
TOTAL	66.166.667	23.462.590	7.441.844	9.587.233	106.658.334

Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2014						
EUR	2016	2017	2018	2019	2020 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	12.589.658	10.832.152	6.821.570	4.691.247	316.814	35.251.441
Autres emprunts	13.333.333	26.666.666	26.666.666	12.833.335	9.010.469	88.510.469
TOTAL	25.922.991	37.498.818	33.488.236	17.524.582	9.327.283	123.761.910

2015						
EUR	2017	2018	2019	2020	2021 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	11.822.352	9.677.435	8.136.402	3.085.604	0	32.721.793
Autres emprunts	26.666.666	26.666.666	12.833.335	7.348.324	421.550	73.936.541
TOTAL	38.489.018	36.344.101	20.969.737	10.433.928	421.550	106.658.334

Note 21. Autres dettes

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Dettes sociales	4.716.935	4.249.686
Autres dettes (*)	163.458.982	82.662.468
Comptes de régularisation	2.121.041	2.297.536
Total au 31 décembre	170.296.958	89.209.690
Dont dettes non-courantes	15.129.987	12.699.169
Dont dettes courantes	155.166.971	76.510.521

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées d'avances d'actionnaires pour 71,1 millions d'euros (35,1 millions d'euros en 2014), ainsi que des dettes liées au cash pooling chez Socfinaf S.A. pour 64,2 millions d'euros (28,9 millions d'euros en 2014).

Etats financiers consolidés

Note 22. Instruments financiers

2014	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	181.512	0	181.512	0	0
Avances à long terme	1.382.777	0	295.769	1.678.546	1.382.777	295.769
Autres actifs non-courants	0	0	2.257.784	2.257.784	0	2.257.784
Créances commerciales	0	0	16.153.945	16.153.945	0	16.153.945
Autres créances	0	0	33.161.181	33.161.181	0	33.161.181
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	25.245.352	25.245.352	0	25.245.352
Total actifs	1.382.777	181.512	77.114.031	78.678.320	1.382.777	77.114.031
Passifs						
Dettes financières à plus d'un an	123.761.910	0	0	123.761.910	124.272.834	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	12.699.168	12.699.168	0	12.699.168
Dettes financières à moins d'un an	10.755.929	0	35.032.093	45.788.022	10.755.929	35.032.093
Dettes commerciales (courants)	0	0	27.604.752	27.604.752	0	27.604.752
Autres dettes (courants)	0	0	76.510.522	76.510.522	0	76.510.522
Total passifs	134.517.839	0	151.846.535	286.364.374	135.028.763	151.846.535
2014						
	Juste valeur					
EUR		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL	
Titres disponibles à la vente		0	0	181.512	181.512	

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2015	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	506.286	0	506.286	0	0
Avances à long terme	1.106.907	0	501.638	1.608.545	1.106.907	501.638
Autres actifs non-courants	0	0	744.770	744.770	0	744.770
Créances commerciales	0	0	21.901.208	21.901.208	0	21.901.208
Autres créances	0	0	29.112.463	29.112.463	0	29.112.463
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	34.730.973	34.730.973	0	34.730.973
Total actifs	1.106.907	506.286	86.991.052	88.604.245	1.106.907	86.991.052
Passifs						
Dettes financières à plus d'un an	106.658.334	0	0	106.658.334	106.938.677	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	15.129.987	15.129.987	0	15.129.987
Dettes financières à moins d'un an	27.149.308	0	38.050.702	65.200.010	27.149.308	38.050.702
Dettes commerciales (courants)	0	0	27.706.265	27.706.265	0	27.706.265
Autres dettes (courants)	0	0	155.166.971	155.166.971	0	155.166.971
Total passifs	133.807.642	0	236.053.925	369.861.567	134.087.985	236.053.925
2015						
	Juste valeur					
EUR		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL	
Titres disponibles à la vente		0	0	506.286	506.286	

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

	2015	2014
<i>Frais de personnel</i>	EUR	EUR
Rémunérations	53.578.822	46.129.731
Charges sociales et charges liées aux retraites	5.524.489	5.700.626
Total au 31 décembre	59.103.311	51.830.357

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2015	2014
Directeurs	83	85
Employés	3.854	3.795
Ouvriers (y compris saisonniers)	16.607	13.360
TOTAL	20.544	17.240

Note 24. Dotations aux amortissements

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	194.966	170.168
Sur immobilisations corporelles (note 6)	28.710.322	22.617.580
Sur actifs biologiques producteurs (note 7)	26.164.930	29.984.409
Total au 31 décembre	55.070.218	52.772.157

Note 25. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Écart d'acquisition sur des participations dans des entreprises associées

Fin décembre 2006, Socfinaf S.A. a acheté au Groupe Bolloré 42,45% de Centrages S.A. et 50% d'Immobilier de la Pépinière S.A. Ces deux sociétés belges possèdent plusieurs étages de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de ces sociétés a été comptabilisé au niveau des participations dans les entreprises associées pour un montant de 1,5 millions d'euros.

Une nouvelle évaluation de l'immeuble a été réalisée en juillet 2015 par un expert indépendant.

A chaque date de clôture, le Groupe est attentif à l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de l'immeuble et par conséquent sur les participations dans des entreprises associées.

Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 9% et 19% (en 2014 : entre 10% et 16%). Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité, et
- changements liés aux taux d'actualisation.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la valeur d'utilité des actifs biologiques producteurs au 31 décembre 2015, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2011 à 2015. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités, et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition sur des participations dans des entreprises associées

Un rapport d'expertise daté de juillet 2015 a mis en relief l'existence d'indices de perte de valeur relatifs aux vacances locatives importantes des immeubles de bureau dans et aux alentours de Bruxelles ainsi que la relative vétusté des installations et de l'agencement de l'immeuble lui-même.

La juste valeur déterminée dans le rapport d'expertise a servi de base au test de perte de valeur de l'immeuble. La valeur recouvrable représente l'actif net des filiales concernées intégrant cette juste valeur. La valeur recouvrable étant plus faible que l'actif net consolidé à la date du test, le Groupe a comptabilisé une perte de valeur sur l'écart d'acquisition pour un montant de 0,7 million d'euros ainsi qu'une réduction de valeur sur la plus-value de réévaluation de l'immeuble pour un montant net d'impôts différés de 0,2 million d'euros (note 9). Les réductions de valeur portent principalement sur Immobilière de la Pépinière S.A.

Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Suite à l'application anticipée des amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », le test de dépréciation des actifs biologiques producteurs est réalisé pour la clôture 2015 ainsi que de manière rétrospective pour la clôture 2014.

Les tests effectués à la clôture ont montré que les UGT testées constituées par chacune des entités sont sujettes à des pertes de valeur. Au 31 décembre 2015, concernant le secteur d'activité Palmier, une réduction de valeur a été comptabilisée sur Brabanta pour 4,7 millions d'euros et PSG pour 2,2 millions d'euros. Pour le secteur d'activité Hévée, les réductions de valeur portent sur SRC pour 1,3 millions d'euros, PSG pour 2,6 millions d'euros et Safacam pour 1,4 millions d'euros. Les actifs biologiques de Safacam ont été inscrits à la juste valeur lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014. Au 31 décembre 2014, les réductions de valeur du secteur Palmier portent sur Brabanta pour 8,5 millions d'euros et PSG pour 6,6 millions d'euros. Celles du secteur Hévée portent sur SRC pour 8,6 millions d'euros et PSG pour 0,5 million d'euros. Les réductions de valeur exprimées avant impôts différés sont comptabilisées sous le poste « Dotations aux amortissements » (note 24).

Etats financiers consolidés

Note 26. Autres produits financiers

	2015	2014
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	422.130	152
Intérêts sur autres participations	409.516	152
Reprises sur provisions et amortissements financiers	12.614	0
Sur actifs/passifs courants	3.794.655	5.277.478
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	233.157	220.410
Gains de change	2.551.241	4.800.296
Autres	1.010.257	256.772
Total au 31 décembre	4.216.785	5.277.630

Note 27. Charges financières

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	5.699.974	2.750.464
Intérêts et charges financières	5.699.974	2.750.464
Sur actifs/passifs courants	12.881.177	10.866.767
Intérêts et charges financières	2.709.351	2.564.296
Pertes de change	8.995.716	7.274.140
Autres	1.176.110	1.028.331
Total au 31 décembre	18.581.151	13.617.231

Note 28. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	12.501.642	7.279.642
Charge d'impôts différés	-6.654.947	-8.762.381
Charge d'impôts au 31 décembre	5.846.695	-1.482.739

* Composants de la charge d'impôts différés

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
IAS 19 : Engagements de retraites	-29.815	-321.189
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	154.737	-616.871
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-290.806	-340.413
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-44.201	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-16.017	-13.414
IAS 12 : Latences fiscales	1.830.009	-5.720.562
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-6.070.381	-2.996.177
IAS 23 : Coûts d'emprunt	-616.970	437.640
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-1.620.320	919.303
Autres	48.817	-110.698
Charge d'impôts différés au 31 décembre	-6.654.947	-8.762.381

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	-14.892.901	-17.286.370
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 25 à 35%	De 25% à 38,50%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	-4.367.254	-4.071.978
Exonération d'impôt	469.659	1.351.257
Impôts non provisionnés	482.153	272.658
Revenus définitivement taxés	702.088	-1.005.434
Mesures favorables à l'investissement	-6.749.164	-7.643.664
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	1.664.359	2.425.878
Dépenses non déductibles	5.754.135	5.730.587
Déficits reportés imputés	-12.986	-303.994
Déficits à reporter	10.271.197	9.098.409
Autres avantages fiscaux	0	-7.397.026
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	-1.409.495	0
Ajustements divers	-1.052.732	60.568
Charge d'impôts au 31 décembre	5.846.695	-1.482.739

* Changement de taux des filiales

Au cours de l'exercice 2015, le taux d'impôts des sociétés au Cameroun est passé de 38,50 à 33,00%.

Etats financiers consolidés

Note 29. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2015	2014 Révisé
Résultat net (en euro)	-22.824.845	-20.227.259
Nombre moyen d'actions	17.854.200	17.854.200
Résultat net par action non dilué (en euro)	-1,28	-1,13

Note 30. Dividendes et tantièmes

Compte tenu de la faiblesse des prix des matières premières sur les marchés internationaux, il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 1er juin 2016, de ne pas payer de dividende au titre de l'exercice 2015.

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 0,15 par action.

Note 31. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2015	2014
	EUR	EUR
Avantages à court terme	1.372.292	1.730.352
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

2014 Révisé				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
	0	230.000	0	230.000
Actifs courants				
Créances commerciales	0	7.570.804	0	7.570.804
Autres créances	0	3.679.365	2.653.351	6.332.716
	0	11.250.169	2.653.351	13.903.520
Passifs non-courants				
Dettes financières	79.500.000	9.010.468	0	88.510.468
	79.500.000	9.010.468	0	88.510.468
Passifs courants				
Dettes financières	1.255.555	0	0	1.255.555
Dettes commerciales	0	8.318.692	45.496	8.364.188
Autres dettes (note 21)	0	2.941.983	63.970.215	66.912.198
	1.255.555	11.260.675	64.015.711	76.531.941
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	124.731.447	0	124.731.447
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	38.288.681	683.105	38.971.786
Produits financiers	0	5.601	0	5.601
Charges financières	2.319.004	342.400	174.247	2.835.651

Etats financiers consolidés

2015				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
	0	230.000	0	230.000
Actifs courants				
Créances commerciales	0	5.587.554	0	5.587.554
Autres créances	0	2.486.911	2.647.366	5.134.277
	0	8.074.465	2.647.366	10.721.831
Passifs non-courants				
Dettes financières	66.166.667	7.348.323	0	73.514.990
	66.166.667	7.348.323	0	73.514.990
Passifs courants				
Dettes financières	14.595.749	0	0	14.595.749
Dettes commerciales	0	5.335.148	105.600	5.440.748
Autres dettes (note 21)	0	5.395.639	135.894.104	141.289.743
	14.595.749	10.730.787	135.999.704	161.326.240
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	121.206.640	0	121.206.640
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	36.962.044	1.100.283	38.062.327
Produits financiers	0	25.813	499.228	525.041
Charges financières	2.504.250	897.470	2.101.557	5.503.277

Socfinaf S.A a payé à la maison mère (Socfin) un dividende pour un montant de EUR 1.049.705 en 2015 contre EUR 2.025.699 en 2014 et des intérêts sur emprunt pour un montant de EUR 2.504.250 en 2015 contre EUR 2.319.004 en 2014.

Note 32. Engagements hors bilan

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 2,9 millions d'euros (2014 : 3,2 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 3,8 millions d'euros (2014 : 4,6 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de XAF (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de XAF (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 3,6 millions d'euros (2014 : 4,1 millions d'euros).

En 2013, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira (9,4 millions d'euros) auprès d'Access Bank, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, la nouvelle huilerie financée par le prêt. Au 31 décembre 2015, le prêt a été remboursé.

En 2015, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira auprès de Zenith Bank Plc, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les 11.000 ha de plantation financés par le prêt. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 8,8 millions d'euros.

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficiaire SGBC. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 2,4 millions d'euros (2014 : 3,5 millions d'euros).

Note 33. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

<i>Société</i>	<i>Date du bail initial ou de son renouvellement/extension</i>	<i>Durée du bail initial</i>	<i>Superficie concédée</i>
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011/2012/2013/2014	50 ans	17.724 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA	1990/2013	50 ans	18.880 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999/2014	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (2)
BRABANTA S.A.	2004/2007/2008/2011/2013/2015	25 ans	29.540 ha

- (1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.
- (2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.
- (3) SAFACAM S.A. possède en propre 15.529 ha.

Etats financiers consolidés

Note 34. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc, ceux des secteurs Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC) uniquement des ventes d'huile de palme

et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2014 Révisé

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.685.324
Sierra Leone	0	0	-6.712.420
Liberia	22.919.666	0	-3.344.208
Côte d'Ivoire	113.045.745	0	12.625.672
Ghana	0	0	2.822.883
Nigeria	41.733.718	0	11.741.678
Cameroun	71.219.052	0	12.665.381
São Tomé et Príncipe	50.149	0	-5.200
Congo (RDC)	1.198.559	0	-7.430.120
Autres	0	0	-990.574
TOTAL	250.166.889	0	17.687.768
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-24.331.950
Juste valeur de la production agricole			-1.339.715
Autres retraitements IFRS			-346.963
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			-355.786
Produits financiers			5.698.731
Charges financières			-14.298.455
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			6.365.178
Impôts			1.482.739
Résultat net de l'exercice			-9.438.453

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2015

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	0	0	-4.578.070
Sierra Leone	369.552	0	-11.156.486
Liberia	18.274.829	0	-7.713.100
Côte d'Ivoire	108.963.051	0	16.532.335
Ghana	609.188	0	5.648.680
Nigeria	45.489.675	0	14.578.871
Cameroun	96.868.758	0	20.807.894
São Tomé et Príncipe	26.823	0	-276.376
Congo (RDC)	5.567.502	0	-11.123.181
Autres	0	0	-1.113.491
TOTAL	276.169.378	0	21.607.076
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-16.362.789
Juste valeur de la production agricole			-1.100.190
Autres retraitements IFRS			-2.538.281
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			-1.491.740
Produits financiers			4.487.091
Charges financières			-19.494.068
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			6.205.801
Impôts			-5.846.695
Résultat net de l'exercice			-14.533.795

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Europe	6.067.992	1.821.112
Sierra Leone	106.073.179	82.630.420
Liberia	94.019.849	75.312.760
Côte d'Ivoire	126.169.852	126.540.474
Ghana	50.204.162	24.287.720
Nigeria	92.438.034	82.587.174
Cameroun	188.574.169	174.211.964
São Tomé et Príncipe	14.936.970	12.751.237
Congo (RDC)	84.449.711	77.024.176
Autres	8.797.636	9.862.897
Total au 31 décembre	771.731.554	667.029.934
IFRS 3/IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-7.698.947	11.868.208
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	896.740	2.060.424
Autres retraitements IFRS	-19.906.261	-15.045.159
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-19.742.324	-17.417.728
Total des actifs sectoriels consolidés	725.280.762	648.495.679

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks,

la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Europe	74.116.782	35.286.053
Sierra Leone	1.870.233	2.018.816
Liberia	8.822.830	5.596.901
Côte d'Ivoire	8.720.188	12.264.208
Ghana	4.642.293	1.183.786
Nigeria	7.162.631	4.216.776
Cameroun	15.295.798	11.937.785
São Tomé et Príncipe	92.213	391.338
Congo (RDC)	1.083.933	2.452.642
Autres	170.840	172.986
Total au 31 décembre	121.977.741	75.521.291
Autres retraitements IFRS	-144.133	1.404.135
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	61.039.628	27.189.848
Total des passifs sectoriels consolidés	182.873.236	104.115.274

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2014

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	3.094.620	11.948.033	9.238.649	24.281.302
Liberia	0	5.042.749	8.118.120	13.160.869
Côte d'Ivoire	46.806	6.093.542	5.917.239	12.057.587
Ghana	62.557	2.448.674	12.687.389	15.198.620
Nigeria	0	20.330.595	3.169.066	23.499.661
Cameroun	210.649	5.945.460	2.596.362	8.752.471
São Tome et Principe	2.750	768.982	3.270.718	4.042.450
Congo (RDC)	0	561.567	15.504.603	16.066.170
TOTAL	3.417.382	53.139.602	60.502.146	117.059.130

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2015

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	33.156	3.649.193	9.017.619	12.699.968
Liberia	0	8.379.310	5.641.013	14.020.323
Côte d'Ivoire	110.422	5.091.239	4.791.808	9.993.469
Ghana	1.382	9.825.531	18.422.492	28.249.405
Nigeria	0	4.633.223	10.328.215	14.961.438
Cameroun	25.385	12.869.571	3.045.474	15.940.430
São Tomé et Principe	0	50.608	2.228.642	2.279.250
Congo (RDC)	0	1.993.108	2.575.025	4.568.133
Autres	1.799	0	0	1.799
TOTAL	172.144	46.491.783	56.050.288	102.714.215

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2015	2014
	EUR	EUR
Palmier	151.226.347	124.104.210
Hévéa	121.059.844	122.280.858
Autres	3.883.187	3.781.821
TOTAL	276.169.378	250.166.889

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR								2014
Origine	Implantation						Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone		
Liberia	22.919.666	0	0	0	0	0	0	22.919.666
Côte d'Ivoire	89.283.710	21.268.904	0	0	0	0	3.206.509	113.759.123
Nigeria	9.769.842	0	31.963.876	0	0	0	0	41.733.718
Cameroun	307.640	0	0	70.198.034	0	0	50.149	70.555.823
Congo (RDC)	0	0	0	0	1.198.559	0	0	1.198.559
TOTAL	122.280.858	21.268.904	31.963.876	70.198.034	1.198.559	0	3.256.658	250.166.889

EUR								2015
Origine	Implantation						Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone		
Sierra Leone	0	0	325	0	0	369.227	0	369.552
Liberia	18.274.829	0	0	0	0	0	0	18.274.829
Côte d'Ivoire	87.120.236	17.917.769	0	0	0	0	5.499.541	110.537.546
Nigeria	9.323.013	0	36.166.661	0	0	0	0	45.489.674
Cameroun	6.341.765	0	0	89.561.687	0	0	0	95.903.452
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	26.823	26.823
Congo (RDC)	0	0	0	0	5.567.502	0	0	5.567.502
TOTAL	121.059.843	17.917.769	36.166.986	89.561.687	5.567.502	369.227	5.526.364	276.169.378

Note 35. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfinaf S.A. a divisé par 10 ses actions sans désignation de valeur nominale. Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

*** Risque de prix des matières premières**

Risque potentiel :

Le Groupe fait face au risque de baisse des prix des matières premières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente de ces matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc, et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

*** Risque de devises étrangères**

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

*** Risque de taux d'intérêts**

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Etats financiers consolidés

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la

capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquels certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report » disponible sur demande au siège du Groupe.

Etats financiers consolidés

Sensibilité aux risques

* *Risque de change*

Les ventes locales de 151,2 millions d'euros en 2015 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,5 million d'euros.

* *Risque de taux d'intérêts*

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 20. Au 31 décembre 2015, il n'y a pas d'emprunts à taux variable.

* *Risque de crédit*

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 5,5 millions d'euros et 16,4 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2015	2014
	EUR	EUR
Créances commerciales	22.816.311	17.036.081
Réductions de valeur	-915.103	-882.136
Autres créances	29.112.463	33.161.181
Total net des créances	51.013.671	49.315.126
Montant non échu	40.548.150	31.854.894
Montant échu depuis moins de 6 mois	6.221.017	14.012.883
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	3.428.765	459.233
Montant échu depuis plus d'un an	815.739	2.988.116
Total net des créances	51.013.671	49.315.126

* *Risque de liquidité*

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 16 et 20.

Etats financiers consolidés

Note 36. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 37. Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 38. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2015	2014
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	64.110	62.153

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 1^{er} juin 2016

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2015.

Activités

Socfinaf S.A. détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale dans les secteurs du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2015	2014
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	17,6	19,8
Reprise de correction de valeur	0,5	-
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,4	0,2
Total des produits	18,5	20,0
CHARGES		
Correction de valeur et ajustement de juste valeur	1,1	-
Autres charges externes	4,5	3,7
Intérêts et autres charges financières	5,7	3,2
Impôts	0,3	0,5
Total des charges	11,6	7,4
BENEFICE DE L'EXERCICE	6,9	12,6

Les revenus de l'exercice sont constitués de dividendes pour 16 millions d'euros, dont ceux reçus de Befin (8,5 millions d'euros), de Socfinco FR (3 millions d'euros), de Sogescol FR (2,7 millions d'euros), d'Okomu (0,7 million d'euros), de Socfinco (0,5 million d'euros), de Sodimex (0,2 million d'euros), de Centrages (0,2 million d'euros) et de Socapalm (0,2 million d'euros). Les intérêts sur créances immobilisées s'élèvent à 1,6 millions d'euros.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 6,9 millions d'euros contre 12,6 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2015, le total du bilan de Socfinaf S.A. s'établit à 441,7 millions d'euros contre 361,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

L'actif de Socfinaf S.A. se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 425,7 millions d'euros, d'autres créances pour 12 millions d'euros et de 3,9 millions d'euros de disponibilités.

Les fonds propres s'élèvent à 221,2 millions d'euros avant affectation du résultat mais après versement de l'acompte sur dividendes.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfinaf S.A. a participé aux augmentations de capital de Plantations Socfinaf Ghana pour un montant de 10,4 millions d'euros et de Socfin Research pour 2,8 millions d'euros.

Socfinaf S.A. a également acquis pour 3,9 millions d'euros d'actions Socapalm.

D'autre part, Socfinaf S.A. a participé à la constitution de 2 sociétés suisses à hauteur de 229.360 euros chacune (50% du capital) : Sodimex FR et Induservices FR.

Enfin, une réduction de valeur de 1 million d'euros a été comptabilisée sur Immobilière de la Pépinière.

Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 446,2 millions d'euros et présentent une plus-value latente de 234,8 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

Participations

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

SAC (Sierra Leone) – 85%

En cette fin d'année 2015, la société a atteint son objectif de mise en valeur de la concession avec plus de 12.500 hectares de palmiers plantés. Les premières productions ont pu être usinées et les premières surfaces significatives entreront en exploitation dès 2016. L'année 2015 a également été marquée par une très grande focalisation de la plantation sur l'amélioration de la sécurité sanitaire et la construction d'infrastructures sociales.

LAC (Liberia) – 100%

L'exercice 2015 fut difficile pour la plantation. En effet, outre le défi commun de tous les producteurs de caoutchouc face au prix de vente, LAC a également dû évoluer dans un contexte local post crise Ebola et gérer l'impact de l'incident technique survenu sur sa ligne de séchage à biomasse du caoutchouc. Il en résulte une baisse de la production de caoutchouc, impactant le chiffre d'affaires et le résultat net de l'entreprise, qui est de plus pénalisé par une évolution du taux de

change euro/dollar en défaveur de la société. En 2015, l'investissement dans le barrage hydroélectrique s'est poursuivi. La mise en route aura lieu courant 2016, permettant à terme une meilleure maîtrise des coûts de production.

SRC (Liberia) – 50,79%

En 2015, la plantation est restée focalisée sur le rajeunissement et l'entretien de son verger.

SoGB (Côte d'Ivoire)

Filiale à 73,16% de Bereby-Finance (Befin) société holding ivoirienne détenue elle-même à hauteur de 87,06% par Socfinaf S.A.

L'exercice 2015 a été marqué par une baisse des cours des matières premières ; cette tendance, combinée avec des volumes de production relativement stables, impacte directement à la baisse l'évolution du chiffre d'affaires sur un an. Cependant, suite à une meilleure maîtrise de la chaîne de valeur, tant sur la production propre que sur les achats de caoutchouc aux tiers, le résultat net évolue nettement à la hausse, se rapprochant des prévisions budgétaires.

Rapport de gestion social

SCC (Côte d'Ivoire)

Filiale à 70,01% de Bereby-Finance (Befin).

Cette année encore, la production de caoutchouc a notablement augmenté (+19% sur un an), permettant de contrebalancer l'effet baissier du cours du caoutchouc sur le chiffre d'affaires. Cette tendance se prolonge également sur le résultat net, qui augmente de plus de 50% par rapport à l'exercice précédent.

PSG (Ghana) – 100%

La plantation a suivi son programme de développement. Elle a entamé l'avant dernière phase de plantation de palmiers à huile.

Okomu (Nigeria) – 66,12%

En cette fin d'exercice, nous constatons une nette progression des volumes d'huile de palme, effet direct de l'augmentation des capacités d'usinage de l'huilerie au cours de l'année 2014. Il s'ensuit une nette hausse du chiffre d'affaires et du résultat net de l'activité palmier (respectivement +13% et +45%). Finalement, notons que le prix de vente de l'huile de palme est toujours soutenu sur le marché nigérian.

L'activité caoutchouc reste sous forte tension suite au prix de vente toujours très faible. Toutefois, bien que toujours en difficulté, le résultat net affiche une nette amélioration sur un an.

Socapalm (Cameroun)

Filiale à 62,90% de Palmcam société holding camerounaise détenue elle-même à hauteur de 100% par Socfinaf S.A.

L'année 2015, a été synonyme de forte hausse de production d'huile pour Socapalm, la production de caoutchouc restant toujours contenue. Grâce à un accroissement de plus de 13% sur un an, les volumes d'huile de palme ont dépassé les attentes budgétaires et fait évoluer à la hausse le chiffre d'affaires de la société. Cette tendance se reflète également au niveau du résultat net mais qui, suite à une augmentation importante de la pression fiscale, affiche un léger recul face au budget.

SPFS-Palm Or (Cameroun)

Filiale à 100% de Socapalm.

Face à un marché à l'export toujours très restreint et d'un surplus d'oléine sur le marché local, SPFS fait face à une baisse de la production d'oléine et du prix de vente en vrac. Le chiffre d'affaires suit cette tendance mais l'exercice 2015 permet, tout de même, d'afficher un résultat net à l'équilibre.

Safacam (Cameroun)

Filiale à 69% de Safa, société financière détenue elle-même à 100% par Socfinaf S.A.

Malgré une hausse des productions, la baisse des cours du caoutchouc influe sur le chiffre d'affaires de la société, qui affiche un léger recul sur un an. Cet impact se ressent directement sur le résultat net et ce, malgré une amélioration de l'activité palmier.

Agripalma (São Tomé et Príncipe) – 88%

Filiale à 88% de STP Invest S.A., société belge détenue elle-même à hauteur de 100% par Socfinaf.

L'entretien de la plantation continue de s'effectuer. Des études sont actuellement en cours pour le financement de l'huilerie.

Brabanta (République du Congo) – 99,80%

En cette fin d'exercice, de sa première année d'exploitation, la société affiche des chiffres de production prometteurs pour les années à venir.

Le chiffre d'affaires reste cette année encore limité suite à un décalage entre la production et les ventes d'huile de palme. Il en est de même du résultat net, qui souffre des productions d'huile encore limitées de la plantation.

Rapport de gestion social

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 6.918.457,00, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 86.742.240,01 forment un solde bénéficiaire de EUR 93.660.697,01 qu'il vous est proposé de reporter à nouveau.

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 0,15 par action.

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 98.085.861,93 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	3.570.840,00
Autres réserves	807.552,42
Réserve disponible	46.772,50
Report à nouveau	93.660.697,01
	98.085.861,93

Actions propres

La Société n'a pas procédé, au cours de l'exercice 2015, à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2015, Socfinaf S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2015, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 35.708.400 euros représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.

c) Le 26/01/2007, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 53,89% dans le capital de Socfinaf S.A. Au 31/12/2015 toutefois, cette participation s'élève à 58,79%.

Le 03/09/2014, Compagnie du Cambodge a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 9% dans le capital de Socfinaf S.A. 7,07% sont détenus par Compagnie du Cambodge, 1,08% par Société Industrielle et Financière de l'Artois, 0,49% par Bolloré et 0,36% par Compagnie des Glénans.

b) et f) En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, les actions physiques non déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfinaf S.A. doivent être annulées. Au 18 février 2016, 17.550 titres n'ont pas été déposés et doivent être annulés. Ces titres n'accordent plus de droit de vote.

h) Art. 13. des statuts : « *La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales.*

Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.

Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

Art. 23. des statuts : « *En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive ».*

Art. 32. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67-1 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ».*

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».*

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 5 §3 et 4 : « *Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.*

La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf S.A. au 31 décembre 2015 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividendes, s'élève à 456,1 millions d'euros, soit 25,54 euros par action contre 22,49 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à 15,00 euros au terme de l'exercice 2015 contre 14,80 euros un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Il faut aussi souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Les perspectives d'encaissement de dividendes 2016, suivant les propositions des Conseils d'Administration des filiales concernées, sont en baisse.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2015, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 21 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 22.

Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2022.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
Socfinaf S.A.
4, avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de SOCFINAF S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 116 à 124.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère

des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 7 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique dans lesquels SOCFINAF S.A. détient des investissements dont le montant s'élève à EUR 195.292.718,97.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 109 à 114, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 23 mars 2016

C - CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé
Jean-Jacques Soisson
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2015

		2015	2014
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations corporelles			
Matériel roulant		10.587,50	35.997,50
Immobilisations financières			
	3		
Parts dans des entreprises liées		211.389.404,32	194.903.762,08
Créances sur des entreprises liées		214.344.914,03	153.368.673,69
		425.744.905,85	348.308.433,27
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.615.052,29	2.987.113,32
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		8.431.252,31	9.482.401,53
		12.046.304,60	12.469.514,85
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		3.867.744,48	598.156,18
COMPTES DE REGULARISATION		2.500,00	2.500,00
		441.661.454,93	361.378.604,30

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2015	2014
<i>PASSIF</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
CAPITAUX PROPRES			
	4		
Capital souscrit		35.708.400,00	35.708.400,00
Primes d'émission (et primes assimilées)		87.453.866,21	87.453.866,21
Réserves			
Réserve légale		3.570.840,00	3.276.000,00
Autres réserves		854.274,92	840.756,92
		4.425.114,92	4.116.756,92
Résultats reportés		86.742.240,01	77.327.229,22
Résultat de l'exercice		6.918.457,00	12.603.650,79
Acomptes sur dividendes		0,00	-910.000,00
		221.248.078,14	216.299.903,14
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an		66.166.667,00	79.500.000,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		82.048.337,71	30.153.453,20
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		72.198.372,08	35.425.247,96
		220.413.376,79	145.078.701,16
		441.661.454,93	361.378.604,30

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2015

		2015	2014
CHARGES	<i>Note</i>	EUR	EUR
Corrections de valeurs et ajustement de valeur			
Sur immobilisations financières		1.046.496,16	0,00
Sur immobilisations corporelles		25.410,00	25.410,00
Autres charges externes		3.528.051,49	2.641.402,95
Autres charges d'exploitation		1.020.356,93	1.015.372,28
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		5.691.994,36	3.171.744,54
Impôts sur le résultat		95.487,95	323.896,97
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		222.750,00	177.900,00
Profit de l'exercice		6.918.457,00	12.603.650,79
		18.549.003,89	19.959.377,53
PRODUITS			
Reprise de corrections de valeurs		505.085,75	4.958,72
Produits des immobilisations financières			
provenant d'entreprises liées	5	17.621.082,50	19.746.805,21
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Autres produits		422.835,64	207.613,60
		18.549.003,89	19.959.377,53

Proposition de répartition bénéficiaire

		2015	2014
		EUR	EUR
Réserve légale		-	294.840,00
Report à nouveau		93.660.697,01	86.742.240,01
Du solde :			
10% au Conseil d'Administration		-	289.380,00
90% aux 17.854.200 actions		-	2.604.420,00
		93.660.697,01	89.930.880,01
Dividende par action		0,00	0,15

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2015

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 6225.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Etats financiers sociaux

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ;
- soit sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Titres ayant le caractère d'immobilisations		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/ valeur nominale au début de l'exercice	198.694.458,26	148.862.824,25	153.368.673,69	100.983.151,71	0,00	335.948,22	352.063.131,95	250.181.924,18
Augmentations	17.526.281,12	49.831.916,25	60.976.240,34	53.599.706,97	0,00	0,00	78.502.521,46	103.431.623,22
Diminutions	0,00	-282,24	0,00	-1.214.184,99	0,00	-335.948,22	0,00	-1.550.415,45
Prix d'acquisition/ valeur nominale à la fin de l'exercice	216.220.739,38	198.694.458,26	214.344.914,03	153.368.673,69	0,00	0,00	430.565.653,41	352.063.131,95
Corrections de valeur au début de l'exercice	-3.790.696,18	-3.795.654,90	0,00	0,00	0,00	0,00	-3.790.696,18	-3.795.654,90
Dotations	-1.046.496,16	0,00					-1.046.496,16	
Reprises	5.857,28	4.958,72	0,00	0,00	0,00	0,00	5.857,28	4.958,72
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	-4.831.335,06	-3.790.696,18	0,00	0,00	0,00	0,00	-4.831.335,06	-3.790.696,18
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	211.389.404,32	194.903.762,08	214.344.914,03	153.368.673,69	0,00	0,00	425.734.318,35	348.272.435,77

Les mouvements de l'exercice sont expliqués principalement par :

- la libération de capital de Plantations Socfinaf Ghana pour un montant de EUR 10.381.563,44 ;
- la libération de capital de Socfin Research pour un montant de EUR 2.780.141,84 ;
- l'acquisition de 113.865 actions de la société Socapalm pour un montant de EUR 3.905.860,24 ;
- l'acquisition de 250 actions de la société Induservices FR S.A. pour un montant de EUR 229.357,80 ;
- l'acquisition de 250 actions de la société Sodimex FR S.A. pour un montant de EUR 229.357,80 ;
- la réduction de valeur de la société Immobilière de la Pépinière S.A. pour un montant de EUR 1.046.496,16.

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Plantations Socfinaf Ghana (*)	Ghana	100,00	10.744.119	31.12.2015	GHS	50.000.000	0
Socfin Agricultural Company Ltd (*)	Sierra Leone	85,00	18.374.034	31.12.2015	USD	21.576.236	-8.423.764
Liberian Agricultural Company (*)	Liberia	100,00	13.793.904	31.12.2015	USD	59.364.756	-5.668.414
Salala Rubber Corporation (*)	Liberia	50,79	12.100.345	31.12.2015	USD	3.916.797	-4.148.111
Bereby-Finances S.A. « BEFIN » (*)	Côte d'Ivoire	87,06	13.604.405	31.12.2015	XAF	14.581.868.060	2.795.004.166
Okomu Oil Palm Company Plc (*)	Nigeria	66,12	20.715.218	31.12.2015	NGN	12.110.380.103	2.887.270.176
Palmcam S.A.	Cameroun	100,00	42.591.080	31.12.2015	XAF	29.503.961.426	2.832.864.376
Brabanta S.A. (*)	Congo (RDC)	99,80	27.745.936	31.12.2015	CDF	15.545.559.835	-11.329.824.910
Induservices S.A.	Luxembourg	30,00	30.000	31.12.2015	EUR	207.943	-26.442
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2015	EUR	2.687.053	171.839
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	20,00	801.000	31.12.2015	EUR	4.841.775	528.804
Terrasia S.A.	Luxembourg	33,28	246.705	31.12.2015	EUR	449.622	16.254
SAFA	France	100,00	26.535.600	31.12.2015	EUR	21.766.727	1.215.017
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	229.358	N.A.	EUR	N.A.	N.A.
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2015	EUR	12.435.874	5.650.663
Sogesco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2015	USD	14.582.491	5.589.067
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2015	EUR	915.453	411.691
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	2.828.922	31.12.2015	EUR	5.265.354	-235.557
Sodimex FR S.A.	Suisse	50,00	229.358	N.A.	EUR	N.A.	N.A.
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.577	31.12.2015	EUR	3.259.692	409.201
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.532	31.12.2015	EUR	114.844	39.257
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	2.465.253	31.12.2015	EUR	3.292.017	-165.847
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	1.680.763	31.12.2015	EUR	3.272.954	1.751.736
Sodimex S.A. (*)	Belgique	50,00	542.488	31.12.2015	EUR	2.926.266	592.099
STP Invest S.A.	Belgique	100,00	3.000.090	31.12.2015	EUR	1.781.268	-1.260
West African Trading Company	Grande-Bretagne	100,00	0	31.12.2015	USD	-2.180.767	-21.306
			205.301.377				

(*) Sur base de données financières auditées.

Etats financiers sociaux

Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2014	32.760.000,00	63.866.666,21	3.276.000,00	826.551,92	52.433.381,44	29.443.847,78	-1.820.000,00
Affectation du résultat de l'exercice 2013 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2014 :							
• Résultats reportés					24.893.847,78	-24.893.847,78	
• Dividendes						-2.457.000,00	
• Tantièmes						-273.000,00	
• Acomptes sur dividendes 2013						-1.820.000,00	1.820.000,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 30 octobre 2014							
							-910.000,00
Augmentation de capital suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 31 décembre 2014							
	2.948.400,00	23.587.200,00					
Extourne coupons prescrits							
				14.205,00			
Résultat de l'exercice							
						12.603.650,79	
Situation au 31 décembre 2014	35.708.400,00	87.453.866,21	3.276.000,00	840.756,92	77.327.229,22	12.603.650,79	-910.000,00
Affectation du résultat de l'exercice 2014 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 27 mai 2015 :							
• Résultats reportés			294.840,00		9.415.010,79	-9.709.850,79	
• Dividendes						-1.785.420,00	
• Tantièmes						-198.380,00	
• Acomptes sur dividendes 2014						-910.000,00	910.000,00
Extourne coupons prescrits							
				13.518,00			
Résultat de l'exercice							
						6.918.457,00	
Situation au 31 décembre 2015	35.708.400,00	87.453.866,21	3.570.840,00	854.274,92	86.742.240,01	6.918.457,00	0,00

Capital souscrit et prime d'émission

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2014, le capital souscrit et entièrement libéré est passé de EUR 32.760.000,00 à EUR 35.708.400,00. Il est représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale (contre 16.380.000 actions antérieurement). La prime d'émission a également été augmentée, passant de EUR 63.866.666,21 à EUR 87.453.866,21.

Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles,

un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Autres réserves

Les autres réserves ont été constituées en 2002 pour un montant de EUR 807.552,42. Elles ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 13.518,00 qui correspond à l'extourne de coupons prescrits.

Etats financiers sociaux

Note 5. Produits des immobilisations financières

	2015	2014
	EUR	EUR
Dividendes reçus	16.044.881,79	19.411.052,64
Plus-value sur la réalisation d'immobilisations financières	0,00	60.427,81
Intérêts sur créances sur entreprises liées	1.576.200,71	275.324,76
	17.621.082,50	19.746.805,21

Note 6. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2015, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 13.125,00 de jetons de présence et EUR 1.098.040,00 de tantièmes.

Note 7. Environnement politique et économique

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- São Tomé et Príncipe,
- Cameroun,
- Congo (RDC).

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 8. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.